

La voix de l'opposition de gauche

Le 30 mars 2018

CAUSERIE

Les réflexions ou analyses que je vous propose ici sont abouties ou nécessitent encore un approfondissement ou d'être complétées, parfois rectifiées.

Sans la dialectique, impossible de comprendre dans quel monde nous vivons ni où nous allons.

« La réalité est dialectique » (Camus, l'Homme révolté).

Le Grand Robert de la langue française donne une définition de la dialectique qui ne correspond pas à la réalité pour être atteint d'idéalisme :

- Dynamisme de la matière, qui évolue sans cesse de la même manière que la pensée chez Hegel (concept marxiste).

A ceci près que "la pensée chez Hegel" marchait sur la tête (idéalisme) et que Marx l'a remise sur ses pieds (matérialisme)...

La matière existait avant que les hommes n'apparaissent, elle existe donc indépendamment de la pensée des hommes qui ignorent comment elle évolue ou selon quelles lois. C'est en observant le comportement de la matière ainsi que sa transformation ou les différents stades par lesquels elle passe, qu'on peut comprendre les lois générales (du mouvement) qui la régissent, ainsi que la nature, la société humaine et la pensée (R. Luxemburg, mais aussi Marx, Engels...)

Le règne de la nécessité n'a pas commencé à une époque particulière du développement de la civilisation humaine, il est inhérent à la nature de l'homme, qui doit satisfaire quotidiennement des besoins élémentaires pour assurer sa survie dans des conditions qui lui sont imposées et dont il ignore les lois de fonctionnement. Le combat que l'homme mène pour son émancipation consiste à saisir ces lois pour orienter la société de telle sorte qu'elle se réalise ou chercher et trouver la direction qui permet d'atteindre cet objectif. C'est la raison pour laquelle nous parlons d'actes conscients pour faire consciemment notre histoire.

Les institutions de la Ve République sont illégitimes et doivent disparaître.

Législatives partielles en Haute-Garonne, abstention : 66,92%.

Législative partielle du Loiret, abstention : 71,39%

Dissoudre les institutions ou le peuple...

Apprendre pour comprendre ,et comprendre pour agir. (Lénine)

Il faut bien avoir conscience que sans s'informer, on ne peut pas se faire une idée de la situation, c'est impossible. A 90 ou 95% on est sûr de se planter quelque part, et cela peut orienter notre existence, c'est donc quelque chose de sérieux, d'où la nécessité de faire un effort de volonté pour

rompre avec les médias, de plus c'est une des rares occasions de pouvoir prendre une décision dans notre vie, la manquer serait dommage ou stupide, et ô combien préjudiciable à notre sort, notre cause. Sans être bien informé, on ne peut pas comprendre ce qui se passe, il faut être clair là-dessus puisque tout en dépend.

Qu'est-ce qu'on peut dire de ceux qui nous gouvernent ?

Si les gens connaissaient leurs réelles intentions néfastes, jamais ils ne seraient parvenus au pouvoir, utiliser la perfidie et l'imposture pour parvenir à ses fins, plus que le secret, cela relève du complot contre le peuple, sinon comment appelez-vous cela ?

Pourquoi "plus que le secret" ? Parce qu'ils communiquent, c'est un moyen de transmettre les mises à jour de leur stratégie à un certain public. Ils ciblent certaines couches de la population, à laquelle ils fournissent des arguments pour adopter et justifier l'idéologie néolibérale, afin que ce public l'applique. Ce sont donc des données publiques et leur démarche ne relève pas du secret, c'est autres choses qui en relèvent. En procédant de la sorte, cela présente également l'avantage de faire croire que la majorité partage leurs idées ou qu'elles sont majoritaires dans la société, et que les exprimer ouvertement est somme toute naturel, d'où l'impression qu'ils osent tout, alors qu'en réalité ils sont autant d'agents conscients ou non qui diffusent cette idéologie dans le but qu'elle s'impose dans la société.

Michel Collon ne supporte pas de se voir traiter de complotiste par les tenants d'un complot international contre les peuples. A quoi s'attendait-il ? A se voir inviter sur les plateaux de télévisions ? Ces gens-là peuvent nous traiter comme ils le veulent, on s'en tape complètement, et je crois qu'on est de plus en plus à se foutre de ce qu'ils disent, mais pas de ce qu'ils font, et c'est cela qui les incommode ou les emmerde. Mais là encore, informer ne suffit pas. A quoi bon savoir de quoi ils sont capables, si on ne le traduit pas en terme d'organisation et d'action, cela ne sert à rien ou servira peut-être plus tard... ou jamais.

Comment évolue l'économie mondiale ?

A propos du documentaire de France2 sur la confession d'un DRH.

Notre ennemi est génétiquement antisocial : Gangster, mafieux, faussaire, cruel, assassin, barbare, c'est un monstre d'inhumanité en somme.

Et dire qu'il y en a qui lui trouvent des qualités, alors qu'il a un seul défaut, celui d'exister. Il y en a qui discutent, dialoguent, se concertent, négocient avec ses représentants, nous nous combattons pour le neutraliser, l'exterminer, l'éradiquer de la surface de la terre

Certains estiment que c'est la crise du capitalisme qui détermine l'orientation politique adoptée par ceux qui gouvernent le monde, or ce n'est pas le cas parce qu'ils savent qu'il est impossible de le sauver. Soyons plus précis. Ils ont parfaitement conscience que le développement du capitalisme et ses contradictions est incompatible à terme avec leur propre survie. Ils savent que tout système a ses propres limites et que le capitalisme n'échappe pas à cette loi.

Ils savent aussi qu'ils sont impuissants à contenir ces contradictions, mieux, que tout ce qu'ils peuvent entreprendre pour y parvenir ne fait que les exacerber encore plus au point de rendre leurs conséquences imprévisibles et incontrôlables. En effet, comment répondre aux aspirations de plus en plus pressant de 7,4 milliards d'hommes et de femmes qui exigent impatiemment que leurs besoins sociaux et politiques soient satisfaits, quand 1% de privilégiés confisquent la majorité des richesses produites et concentrent le pouvoir politique. En somme, ils n'ignorent pas qu'à trop tirer sur un élastique il finit fatalement par se rompre. Oui, c'est aussi élémentaire que cela.

Ce à quoi nous assistons quotidiennement, c'est à l'effondrement du capitalisme à l'agonie.

- Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société. (K. Marx, F. Engels : Le manifeste du parti communiste)

En voici l'illustration plus d'un siècle et demi plus tard après cette précision.

Ce qui suit concerne les travailleurs en Europe, mais il ne faut pas croire qu'il en irait autrement dans des pays où le capitalisme n'était pas encore développé au milieu du XIXe siècle, bien au contraire, car une fois que le capitalisme s'y développa à marche forcée à partir de la fin du XXe siècle, la condition des travailleurs des pays dits émergents s'améliora au prix d'une surexploitation forcenée tout en les maintenant en permanence dans un état de précarité sociale généralisée confinant finalement à l'indigence ou à l'extrême pauvreté une fois satisfaite une partie seulement de leurs besoins au détriment d'autres tout aussi élémentaires, qui plus est en s'endettant au près de banques pratiquant des taux usuraires, de sorte qu'ils en arrivent à rogner sur les dépenses alimentaires déjà réduites au minimum pour régler leur prêt ou leur facture d'électricité, de téléphone, acheter de l'essence, se soigner, et ils n'ont pas une roupie à consacrer à l'hygiène, pour entretenir leur deux-roues, leur habitation, tout cela est jugée superflue ou passe au dernier plan, et quand bien même ils pourraient économiser une maigre somme, elle part en fumée dans les frais scolaires, la dote et une multitude d'évènements familiaux qu'ils se doivent d'horrorer et pour lesquels ils doivent souvent s'endetter en plus. En conclusion, on aura compris qu'ils ne sont jamais sortis de la pauvreté, avec en prime la menace des créanciers, un cauchemar en réalité que j'observe quotidiennement autour de moi en Inde depuis plus de 20 ans... Voilà pour le "miracle" de la mondialisation du capitalisme !

- Travailleurs pauvres en Europe : des chiffres alarmants - latribune.fr 09 mars 2018

En dépit d'une amélioration de la conjoncture, la paupérisation des travailleurs s'aggrave en Europe et la situation est encore plus préoccupante chez les chômeurs.

La pauvreté s'accroît dans le monde du travail européen. Selon les derniers chiffres de l'Office européen de la statistique publiés il y a quelques jours, (<http://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/products-eurostat-news/-/DDN-20180226-1?inheritRedirect=true&redirect=%2Feurostat%2Ffr%2Fhome>) la part des travailleurs pauvres en zone euro est passée de 7,3% en 2006 à 9,5% en 2016. Du côté de l'Union européenne à 28, ce taux est passé de 8,3% en 2010 (première année disponible) à 9,6% en 2016.

Les effets de la crise et les mesures d'austérité ont contribué à cette paupérisation du monde du travail. (...)

Les derniers chiffres de la Commission européenne sont particulièrement alarmants pour la population frappée par le chômage. Sur la décennie 2006-2016, la proportion de personnes sans emploi en risque de pauvreté a augmenté continuellement passant de 41,5% en 2006 à 48,8% en 2016. Dans l'union monétaire, cette part est passée de 39,2% à 48,9%.

Parmi les États membres, l'Allemagne est le pays qui connaît le plus fort taux de chômeurs en risque de pauvreté (70,8%), suivie de très loin par la Lituanie 60,5%. Dans bien d'autres pays, des

taux supérieurs à 50% sont également recensés en Lettonie (55,8%), Bulgarie (54,9%), Estonie (54,8%), République tchèque (52,3%), Roumanie (51,4%) ou la Suède (50,3%). (...)

Un salarié sur 6 est un travailleur pauvre.

Selon Eurostat, (<http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/7762337/3-08122016-AP-FR.pdf/3bb2d09d-8c28-4e48-8ffb-fba52d71db8e>) la part des bas salaires parmi les salariés s'élevait à 17,2% dans l'Union européenne en 2014. "Cela signifie qu'ils gagnaient deux-tiers ou moins du salaire horaire national brut médian". (...)

Du côté de l'Allemagne, la situation des travailleurs pauvres est plus préoccupante. Les réformes "Hartz" mises en oeuvre en 2003 et 2005, ont favorisé le développement des mini-jobs faiblement rémunérés. La montée en puissance de ces emplois, ces dernières années, a contribué à une précarisation des travailleurs et un accroissement des inégalités de revenus, comme le rappelle une étude de la direction générale du Trésor. (<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/File/382976>)

Le taux de pauvreté a augmenté nettement entre 2000 et 2005, de 12,5% à 14,7%. La hausse est particulièrement marquée pour les personnes en emploi et plus encore pour celles au chômage."

(<https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/travailleurs-pauvres-en-europe-des-chiffres-ala>)

Et c'est bien le capitalisme et ses contradictions qui sont à l'origine du chômage de masse et de cette paupérisation croissante ou tendant à s'étendre à des couches toujours plus nombreuses de travailleurs dans le monde.

Quand le développement de l'industrie aura atteint son apogée et que sur le marché mondial commencera pour le capital la phase descendante, la lutte syndicale deviendra difficile : 1° parce que les conjonctures objectives du marché seront défavorables à la force de travail, la demande de force de travail augmentant plus lentement et l'offre plus rapidement, que ce n'est le cas aujourd'hui ; 2° parce que le capital lui-même, pour se dédommager des pertes subies sur le marché mondial, s'efforcera de réduire la part du produit revenant aux ouvriers. La réduction des salaires n'est-elle pas, en somme, selon Marx, l'un des principaux moyens de freiner la baisse des taux de profits ? (voir Marx, Capital, livre III, chap. XIV, 2, tome X, p. 162). (R. Luxemburg : Réforme sociale ou révolution ?)

Pour revenir un instant sur ce que nous avons dit plus haut à propos des travailleurs des pays dits émergents. Alors qu'autrefois ils étaient pauvres tandis que leurs besoins étaient peu développés où il était possible de survivre avec trois fois rien, de nos jours, grâce à la surexploitation, une fois qu'ils ont satisfait les besoins matériels à leur portée, ils sont toujours aussi pauvres. Autrement dit, hier (1990) une immense masse d'hommes et de femmes ne travaillaient pas, un salaire et un modeste complément en nature permettait de faire vivre une dizaine d'adultes et d'enfants, aujourd'hui un salaire ne suffit même plus à permettre à un seul homme ou une seule femme de vivre décemment, leur travail ne sert finalement qu'à enrichir les capitalistes devenus encore plus riches. Quant au petit capital ou aux terres que possédaient autrefois certaines familles, depuis ils ont disparu, leurs nombreux enfants se les sont partagés ou ce qu'il leur reste est insignifiant.

De la même manière qu'un travailleur indien ne peut plus se passer de sa mobylette pour aller travailler ou emmener ses enfants à l'école, un travailleur français ne peut plus se passer de sa voiture... Bien que leurs besoins ne se situent pas au même niveau, ils réagissent de la même manière. La comparaison s'arrêtera là, car notre travailleur indien n'a pu satisfaire que quelques besoins élémentaires (Deux appareils électroménagers, une mobylette, un ventilateur, un réfrigérateur et une télévision, un téléphone.) dont il ne peut se passer, parmi les modèles les

moins chers et de plus mauvaises qualités quand il ne les a pas achetés d'occasion. En échange il trime comme un esclave 8 heures par jour ou plus 6/7 toute l'année en ne disposant d'aucun droit, hormis celui d'aller voter tous les 5 ans, et il sait qu'il est condamné à ce triste sort jusqu'à la fin de ses jours...

En revanche, notre travailleur français est généralement mieux loti. Il travaille beaucoup moins et il dispose de temps libre, de congés payés, de droits sociaux, je peux vous garantir que cela change votre existence, je dis cela pour ceux qui n'en ont pas tout à fait conscience. Il a beaucoup plus de besoins, dont une partie est superficielle au point qu'il s'encombre d'une multitude de biens d'équipements inutiles ou qu'il utilisera une fois ou rarement, sans parler des services mis à sa disposition dont il use ou abuse ou qu'il utilise souvent à mauvais escient, de sorte qu'il croit avoir une vie bien remplie, équilibrée ou se satisfait plus ou moins de son sort en fonction de son niveau de rémunération, alors qu'en réalité tout lui est imposé, il en a si peu conscience qu'il ne s'imaginerait pas un instant vivre autrement, pas même mieux, et c'est là que je voulais en venir.

Notre travailleur indien ne tire absolument aucune satisfaction de sa condition, tellement elle est précaire et soumise à tant d'aléas (maladie, accident, décès...) qui peuvent le plonger dans une misère encore plus noire, le conduire au suicide (J'ai cessé de les compter autour de moi!). Sa pensée ne va pas au-delà de ses préoccupations immédiates, harcelé en permanence par une multitude de difficultés qui lui torturent l'esprit il ne peut pas penser plus loin, il lui est très difficile de l'imaginer, c'est au-dessus de ses forces parce que sa condition ne s'y prête pas voilà tout, dès que vous essayez d'évoquer avec lui le futur, il décroche, il ne vous écoute plus, il ne comprend pas de quoi vous lui parlez et où vous voulez en venir, j'en parle pour en faire l'expérience quotidiennement chez moi.

En revanche, notre travailleur français connaît une situation plus favorable pour mettre un terme à ses difficultés. Il a été scolarisé, il a acquis des connaissances, il a reçu une éducation, il a multiplié les expériences de toutes sortes, ce qui lui a permis d'acquérir un minimum de logique et de développer un certain niveau de conscience, dont la qualité ou le contenu est certes discutable, toujours est-il, ce sont autant d'éléments qui font défaut à notre travailleur indien, et sur lesquels il peut s'appuyer pour entrevoir un avenir meilleur pour peu qu'ils prennent son destin en mains, ce qui demeurera définitivement hors de portée de l'immense majorité des travailleurs indiens.

Maintenant, si on constate qu'il en est de même pour l'immense majorité des travailleurs français, on doit se demander pourquoi. On sait qu'ils disposent du potentiel nécessaire pour changer la société, mais ils sont incapables de s'en servir, ils rencontrent un tas d'obstacles pour que cette idée germe dans leurs têtes. Ils sont sensibles à la propagande de la classe dominante, son idéologie s'est incrustée profondément dans leurs cerveaux depuis l'enfance, au point d'abdiquer leur droit légitime à vivre autrement, selon d'autres principes que ceux dictés par le capital, le marché. Ils s'accommodent de leur condition, bien qu'elle leur soit imposée et se traduise quotidiennement par un tas de frustrations ou privations, humiliations, pour finalement en oublier que rien ne peut justifier le sort injuste qu'ils subissent, et abandonner l'idée qu'ils disposent des capacités pour changer la société pour peu qu'ils se mobilisent et s'organisent, renversent le régime en place. Et cela concerne tous les travailleurs, y compris les mieux lotis qui doivent se poser des questions ou angoisser, quand quotidiennement ils entendent de plus en plus parler de violence, de guerre, d'actes barbares, de chômage, de pauvreté, etc.

La société, le monde devient cauchemardesque, plus personne ne peut l'ignorer de nos jours. Quand nous n'en sommes pas directement victimes, ce sont nos proches ou des gens que l'on croise qui sont cruellement frappés par ce fléau, et qui nous content des histoires épouvantables, d'une tristesse insoutenable qui interpellent notre conscience, jusqu'aux larmes parfois parce qu'on ne peut pas se retenir.

Les capitalistes savent que la crise du capitalisme qui les conduit à prendre des mesures de plus en plus ouvertement antisociales, alimente la lutte de classe du prolétariat, perturbe le

fonctionnement des institutions qui doivent rester impérativement sous leur contrôle, et que le cadre des rapports établis entre les classes dont elles sont le produit ne permet pas de neutraliser la lutte de classe du prolétariat, or c'est leur objectif pour pouvoir appliquer leur politique ultra réactionnaire, c'est la raison pour laquelle ils développent autant de moyens et d'énergie pour y parvenir, ce qui nécessite de briser ce cadre, ces rapports, au profit d'un régime plus rigide, plus féroce, totalitaire, où une seule idéologie aurait le droit de citer, la leur, que les exploités sont sommés d'adopter sans broncher. Cela rejoint ce que R. Luxemburg avait relevé chez E. Bernstein, ce qui permet de comprendre pourquoi ce qu'ils appellent la gauche libérale s'y rallie, elle est foncièrement réactionnaire, et occasionnellement ultra réactionnaire.

Il leur faut donc instituer un régime qui permette au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme de se poursuivre, sachant que de son côté le capitalisme est condamné, ce qui les condamne à une guerre sans fin dont l'issue est incertaine au risque de tout perdre, ce à quoi l'oligarchie ne tient pas vraiment, donc il lui fallut adopter une stratégie qui s'émancipe des contraintes du capitalisme, basée sur la philosophie nihiliste destinée à évacuer des cerveaux toute trace de la dialectique, à briser toute résistance psychologique, à réécrire sans cesse le passé en fonction de ses besoins de manière à rendre tout enseignement controversé ou inexploitable au profit d'une confusion inextricable... A suivre.

De quoi parle-t-on ? Qui mène la danse ? Le nouvel ordre mondial ne peut être que policier, militarisé, totalitaire, mais pourquoi ?

Quelle question naïve ou stupide, parce qu'il ne peut pas en être autrement quand moins de 1% impose une conception de la société aussi injuste, cruelle, infâme au reste de la population mondiale (7,4 milliards), car aucun exploité ou opprimé dans le monde ne peut avoir souhaité un jour avoir un tel destin, vivre un tel cauchemar, chacun aspire au bien-être, à pouvoir s'épanouir individuellement, à vivre en harmonie avec les autres, en paix. Un tel monde aussi ignoble, conçu pour nuire et détruire, ne peut s'imposer que par la force, la contrainte, la ruse, la répression.

Avec les causeries on a pu observer que leur violence s'exerçait en permanence contre le peuple travailleur, qui peine, qui sue, qui souffre pour survivre. C'est une occupation de chaque instant chez eux de nous pourrir la vie. Alors il faut consacrer du temps à les combattre, si on ne veut pas finir en esclavage pour une durée indéterminée, chacun devrait y réfléchir.

"N'en déplaise aux journalistes imaginatifs qui ont cru discerner dans le Bilderberg une volonté de créer un gouvernement occulte mondial, ce club de personnalités influentes n'est qu'un outil de lobbying de l'OTAN pour la promotion de ses intérêts. C'est beaucoup plus sérieux et beaucoup plus dangereux, car c'est l'OTAN qui ambitionne d'être un gouvernement occulte mondial garantissant la pérennité du statu quo international et de l'influence US.

D'ailleurs, la sécurité de chaque réunion ultérieure ne sera pas assurée par la police du pays hôte, mais par les soldats de l'Alliance." (Ce que vous ignorez sur le Groupe de Bilderberg, par Thierry Meyssan, 9 avril 2011 - <http://www.voltairenet.org/article169364.html>)

"La réalité du Groupe de Bilderberg est donc moins romantique que certains auteurs à succès l'ont imaginée. L'incroyable déploiement de forces militaires pour assurer sa sécurité n'a pas tant pour objet de le protéger que d'impressionner ceux qui y participent. Il ne manifeste pas leur puissance, mais leur montre que la seule vraie puissance en Occident, c'est l'OTAN. Libre à eux de la soutenir et d'être appuyés par elle, ou de la combattre et d'être inexorablement écrasés." (id)

Quelques réflexions politiques inspirées par la lecture de *Réforme sociale ou révolution* ? rédigé par Rosa Luxemburg.

Le réformisme combinait nihilisme et déni.

- "...il ne peut y avoir de lutte prolétarienne de classes sans un but final déterminé et sans base économique de la société actuelle. Bernstein abandonne donc la lutte de classes et prêche la réconciliation avec le libéralisme bourgeois." Voilà qui ressemble à ce que nous sommes en train de vivre aujourd'hui.

La place et la fonction assignées à chaque classe par le néolibéralisme est conforme ou compatible avec celles que leur attribuait Bernstein.

- "Dans une société de classe cependant la lutte de classe est un phénomène naturel et inévitable ; Bernstein conteste donc en fin de compte l'existence même des classes dans notre société : la classe ouvrière n'est pour lui qu'une masse d'individus isolés et dispersés, non seulement politiquement et intellectuellement, mais encore économiquement. La bourgeoisie n'est pas non plus, selon lui, rassemblée politiquement par des intérêts économiques internes, sa cohésion n'est maintenue que par une pression extérieure venue d'en-haut ou d'en-bas."

En fait, Bernstein qui n'avait qu'une vision étroite de la société ne croyait pas si bien dire : Les exploités étaient au départ atomisés, après ils s'organisèrent pour rompre leur isolement ou se constituer consciemment en classe, ensuite ils furent trahis par ceux qui les représentaient, et pour finir ils se retrouvèrent à nouveau "isolés et dispersés" ou perdirent leur statut de classe et tous les droits qu'ils avaient acquis.

Chacune de ces séquences correspondait à différentes périodes ou étapes de la lutte des classes sans qu'elles aient été écrites à l'avance, puisque leur développement bien qu'historiquement justifié demeurait largement imprévisible pour impliquer une combinaison de facteurs ou d'acteurs dont aucun n'avait une conscience précise. Personne ne pouvait prévoir l'évolution de leur orientation...

Ne serait-ce pas le cas de nombreux militants ou travailleurs qui se disent socialistes ?

"Après avoir abjuré toute la critique socialiste de la société capitaliste, il ne reste plus qu'à trouver satisfaisant le système actuel du moins dans son ensemble. C'est un pas que Bernstein n'hésite pas à franchir..."

"La progression historique du prolétariat jusqu'à la victoire n'est effectivement pas une chose si simple. L'originalité de ce mouvement réside en ceci : pour la première fois dans l'histoire, les masses populaires décident de réaliser elles-mêmes leur volonté en s'opposant à toutes les classes dominantes ; par ailleurs, la réalisation de cette volonté, elles la situent au-delà de la société actuelle, dans un dépassement de cette société. L'éducation de cette volonté ne peut se faire que dans la lutte permanente contre l'ordre établi et à l'intérieur de cet ordre. Rassembler la grande masse populaire autour d'objectifs situés au-delà de l'ordre établi ; allier la lutte quotidienne avec le projet grandiose d'une réforme du monde, tel est le problème posé au mouvement socialiste ; ce qui doit guider son évolution et sa progression, c'est le souci d'éviter deux écueils : il ne doit sacrifier ni son caractère de mouvement de masse, ni le but final ; il doit éviter à la fois de retomber à l'état de secte et de se transformer en un mouvement réformiste bourgeois ; il lui faut se garder à la fois de l'anarchisme et de l'opportunisme."

"Enfin, en réservant ses attaques les plus violentes à la dialectique, ne vise-t-il pas le mode de penser spécifique du prolétariat conscient, luttant pour ses aspirations ? La dialectique n'est-elle pas l'instrument qui doit aider le prolétariat à sortir des ténèbres où baigne son avenir historique, l'arme intellectuelle permettant au prolétariat encore sous le joug matériel de la bourgeoisie de triompher d'elle, de la convaincre qu'elle est condamnée à périr, de lui prouver la certitude infaillible de sa victoire ? Cette arme n'a-t-elle pas déjà accompli dans le domaine de l'esprit la révolution ? "

Je n'ai pas étudié à fond l'ensemble des arguments de Bernstein, cependant j'ai constaté que ceux que lui opposait Luxemburg étaient devenus obsolètes ou ne répondaient pas aux questions soulevées par Bernstein, par exemple sur le crédit, les cartels, les sociétés par actions, etc. tandis que ceux de Bernstein étaient erronés ou portaient d'a priori qui allaient être réfutés dès son époque et davantage encore plus tard.

Quiconque se prononce en faveur de la réforme légale, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas en réalité une voie plus paisible, plus sûre et plus lente conduisant au même but ; il a en vue un but différent : au lieu de l'instauration d'une société nouvelle, il se contente de modifications superficielles apportées à l'ancienne société. Ainsi les thèses politiques du révisionnisme conduisent-elles à la même conclusion que ses théories économiques. Elles ne visent pas, au fond, à réaliser l'ordre socialiste, mais à réformer l'ordre capitaliste, elles ne cherchent pas à abolir le système du salariat, mais à doser ou à atténuer l'exploitation, en un mot elles veulent supprimer les abus du capitalisme et non le capitalisme lui-même.

"En un mot, il est impossible de transformer les rapports fondamentaux de la société capitaliste, qui sont ceux de la domination d'une classe par une autre, par des réformes légales qui en respecteraient le fondement bourgeois ; ces rapports ne sont pas en effet le produit d'une législation bourgeoise, ils ne sont pas traduits par des lois."

That is the question : c'est là toute la question. (R. Luxemburg : Réforme sociale ou révolution ?)

Quand on relit cet ouvrage, on est obligé de constater que le chemin parcouru par le capitalisme ou l'économie mondiale jusqu'à nos jours, correspond globalement à la thèse défendue par le chef de file des révisionnistes allemands du socialisme, Edouard Bernstein, tandis que celle défendue par les marxistes aurait été infirmée par les faits, en réalité les choses sont un peu plus compliquées.

Elles sont un peu plus compliquées du fait qu'il s'est avéré qu'il y avait du vrai et du faux dans les deux théories en présence, et que depuis leurs disciples respectifs refusèrent obstinément de les analyser à nouveau en toute impartialité ; les uns intentionnellement en faisant preuve d'une mauvaise foi qui ne fut jamais prise en défaut pour avoir rallié corps et âme le camp des capitalistes, adopté leur idéologie, les autres disons par pure dogmatisme pour faire bref, ce qui fut la pire méthode pour défendre le socialisme, les deux recourant à des procédés malhonnêtes pour avoir raison. Personnellement, en dehors du mouvement ouvrier je n'ai jamais entendu une personne se défendre de posséder la vérité comme si elle était gravée dans le marbre pour l'éternité.

Qu'il soit "incontestable que la théorie de Bernstein est en contradiction absolue avec les principes du socialisme scientifique" selon R. Luxemburg, ne signifiait nullement que "les principes du socialisme scientifique" furent rigoureusement exactes, qui plus est en ce qui nous concerne plus d'un siècle plus tard, il aurait été péremptoire de décrire comment pourraient évoluer l'économie mondiale et la lutte des classes dans des conditions qui n'existaient pas à la fin du XIXe siècle ou au début du XXe. Par exemple, personne ne pouvait prévoir le stalinisme et la prise de contrôle de la planche à billets par les faux monnayeurs de la Fed, surtout leurs conséquences, ainsi que celles d'autres facteurs déterminants, dont les formidables progrès scientifiques et leurs applications technologiques, sans oublier la démographique exponentielle.

"Dans la thèse socialiste affirmant que le point de départ de la révolution socialiste serait une crise générale et catastrophique, il faut à notre avis distinguer deux choses : l'idée fondamentale qu'elle contient et sa forme extérieure.

L'idée est celle-ci : on suppose que le régime capitaliste fera naître de lui-même, à partir de ses propres contradictions internes, le moment où son équilibre sera rompu et où il deviendra proprement impossible. Que l'on ait imaginé ce moment sous la forme d'une crise commerciale générale et catastrophique, on avait de bonnes raisons de le faire, mais c'est finalement un détail accessoire pour l'idée fondamentale elle-même. En effet, le socialisme scientifique s'appuie, on le sait, sur trois données du capitalisme : 1° sur l'anarchie croissante de l'économie capitaliste qui entraînera fatalement l'effondrement ; 2° sur la socialisation croissante du processus de la production qui crée les premiers fondements positifs de l'ordre social à venir ; 3° enfin sur l'organisation et la conscience de classe croissantes du prolétariat qui constituent l'élément actif de la révolution imminente."

Distinction intéressante entre le développement du capitalisme, les intérêts de la classe dominante et le côté que choisit l'Etat...

"Dans ce conflit entre le développement du capitalisme et les intérêts de la classe dominante, l'État se range du côté de cette dernière. Sa politique, de même que celle de la bourgeoisie, s'oppose au développement social. Il cesse ainsi toujours plus d'être le représentant de l'ensemble de la société et en même temps se transforme toujours plus en un pur État de classe, ou plus exactement ces deux qualités cessent de coïncider pour devenir des données contradictoires internes de l'État. Et cette contradiction ne fait que s'aggraver de jour en jour."

"Les rapports de production de la société capitaliste se rapprochent de plus en plus des rapports de production de la société socialiste. En revanche, ses rapports politiques et juridiques élèvent entre la société capitaliste et la société socialiste un mur de plus en plus haut. Ce mur, non seulement les réformes sociales ni la démocratie ne le battent en brèche, mais au contraire elles l'affermissent et le consolident. Ce qui pourra l'abattre, c'est uniquement le coup de marteau de la révolution, c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique par le prolétariat."

"Le socialisme ne découle donc pas automatiquement et en toutes circonstances de la lutte quotidienne de la classe ouvrière. Il naîtra de l'exaspération des contradictions internes de l'économie capitaliste et de la prise de conscience de la classe ouvrière, qui comprendra la nécessité de les abolir au moyen de la révolution sociale. Nier les unes et refuser l'autre, comme le fait le révisionnisme, aboutit à réduire le mouvement ouvrier à une simple association corporative, au réformisme, et conduit automatiquement à abandonner le point de vue de classe."

Aucun Etat ne peut diriger seul le reste du monde quand la population répartie sur tous les continents dépasse les 7 milliards d'habitants, personne ne peut contrôler seul un tel espace sur terre, sur mer ou dans les airs.

En quoi consistait le révisionnisme ?

"une tentative inconsciente d'assurer la prédominance aux éléments petit-bourgeois venus au parti, et d'infléchir la pratique, de transformer les objectifs du parti dans leur esprit".

"...l'essentiel de la théorie de Bernstein n'est pas sa conception des tâches pratiques de la social-démocratie ; ce qui compte, c'est la tendance objective de l'évolution de la société capitaliste et qui va de pair avec cette conception. D'après Bernstein, un effondrement total du capitalisme est de plus en plus improbable, parce que d'une part le système capitaliste fait preuve d'une capacité d'adaptation de plus en plus grande, et que, d'autre part, la production est de plus en plus différenciée. D'après Bernstein, la capacité d'adaptation du capitalisme se manifeste 1° dans le fait qu'il n'y a plus de crise générale ; ceci, on le doit au développement du crédit, des organisations patronales, des communications, et des services d'information ; 2° dans la survie tenace des classes moyennes, résultat de la différenciation croissante des branches de la production et de

l'élévation de larges couches du prolétariat au niveau des classes moyennes ; 3° enfin, dans l'amélioration de la situation économique et politique du prolétariat, grâce à l'action syndicale.

Ces observations entraînent des conséquences générales pour la lutte pratique de la social-démocratie : celle-ci, selon Bernstein, ne doit pas viser à conquérir le pouvoir politique, mais à améliorer la situation de la classe ouvrière et à instaurer le socialisme non pas à la suite d'une crise sociale et politique, mais par une extension graduelle du contrôle social de l'économie et par l'établissement progressif d'un système de coopératives."

"Il est évident que le révisionnisme ne défend pas les positions capitalistes et n'en nie pas, comme les économistes bourgeois, les contradictions. Au contraire, il admet le préalable marxiste de l'existence de ces contradictions. Mais d'autre part - nous sommes là au coeur de sa conception et c'est là ce qui le différencie de la théorie jusque-là en vigueur dans le parti - il ne fonde pas sa doctrine sur la suppression de ces contradictions, qui seraient la conséquence propre de leur développement interne.

La théorie révisionniste occupe une place intermédiaire entre ces deux pôles extrêmes. Elle ne veut pas porter à maturité les contradictions capitalistes ni les supprimer une fois atteint leur développement extrême par un renversement révolutionnaire de la situation ; elle veut les atténuer, les éteindre. Ainsi elle prétend que la contradiction entre la production et l'échange sera atténuée par l'arrêt des crises, par la formation des associations patronales ; de même la contradiction entre le capital et le travail sera atténuée par l'amélioration de la situation du prolétariat et par la survie des classes moyennes, celle entre l'État de classe et la société par un contrôle social croissant et le progrès de la démocratie."

"Mais la tactique de Bernstein ne consiste pas à s'appuyer sur le développement et l'exaspération des antagonismes, il mise au contraire sur leur atténuation. Il définit lui-même sa tactique en parlant d'une "adaptation" de l'économie capitaliste."

Un argument de Bernstein :

"Un écroulement complet et à peu près général du système de production actuel est, du fait du développement croissant de la société, non pas plus probable, mais plus improbable, parce que celui-ci accroît d'une part, la capacité d'adaptation, et d'autre part - ou plutôt simultanément - la différenciation de l'industrie." (Neue Zeit, 1897-1898, V, 18, p. 555).

S'il est improbable, c'est pour d'autres raisons qu'il ignorait...

"Bernstein récuse la théorie de la catastrophe, il refuse d'envisager l'effondrement du capitalisme comme voie historique menant à la réalisation de la société socialiste."

Seul le prolétariat révolutionnaire mondial réalisera "l'effondrement du capitalisme" en s'attaquant à ses fondements...

"Bref les syndicats, les réformes sociales et, ajoute Bernstein, la démocratisation politique de l'État, tels sont les moyens de réaliser progressivement le socialisme."

"Les phénomènes désignés par Bernstein comme étant les signes de l'adaptation du capitalisme : les cartels, le crédit, les moyens de communication perfectionnés, l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière, signifient simplement ceci : ils abolissent, ou du moins atténuent, les contradictions internes de l'économie capitaliste, les empêchent de se développer et de s'exaspérer."

Ce n'est pas tout à fait cela. R. Luxemburg raisonnait dans le cadre de l'économie capitaliste telle qu'elle fonctionnait à son époque, avant que l'oligarchie se dote de la planche à billets et d'instruments financiers ultra sophistiqués pour pouvoir supporter ces "contradictions internes". Cela dit tous les "phénomènes désignés par Bernstein" ont bien fonctionné à l'avantage du capitalisme, même si la manière dont il les a décrits n'était pas rigoureusement exacte. Là encore, on ne retiendra que les faits tels qu'ils se déroulèrent bien plus tard, et on se moque de savoir qui avait raison ou tort.

"Ainsi la disparition des crises signifie l'abolition de l'antagonisme entre la production et l'échange sur une base capitaliste ; ainsi l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière soit comme telle, soit dans la mesure où une partie des ouvriers passe à la classe moyenne, signifie l'atténuation de l'antagonisme entre le capital et le travail. Si les cartels, le système du crédit, les syndicats, etc., abolissent les contradictions capitalistes, sauvant ainsi le système capitaliste de la catastrophe (c'est pourquoi Bernstein les appelle les "facteurs d'adaptation") comment peuvent-ils en même temps constituer les "prémises ou même les germes" du socialisme ?"

Il n'y a pas eu "disparition des crises", elles sont seulement orchestrées ou sous contrôle parce que l'oligarchie détient à la fois le pouvoir économique et politique... Quant à "l'abolition de l'antagonisme entre la production et l'échange sur une base capitaliste", elle n'a jamais eu lieu, pourquoi aurait-elle dû l'être puisque la situation est sous contrôle, qui plus est c'est un levier ou un moyen de chantage pour épurer le capitalisme, éliminer les brebis galeuses, restructurer des pans entiers de l'économie, etc. En 2008, ils ont délibérément laissé Lehman Brothers s'effondrer pour se partager sa dépouille, pour ensuite se distribuer plus de 20.000 milliards de dollars sous prétexte de renflouer des banques ou des institutions financières en faillite, et dix ans plus tard ils continuent à hauteur de 40 milliards de dollars par mois, 80 milliards de dollars par mois au cours des années précédentes, soit au total quelque 30.000 milliards de dollars... Bref, nous ne sommes plus non plus dans la configuration qui prévalait en 1929, ce que ceux qui prévoient tous les quatre matins l'effondrement du dollar ou de Wall Street ne prennent pas davantage en compte.

La conscience de classe du prolétariat est une nécessité historique au même titre que l'abolition du règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme, ce n'est pas un idéal.

"Il ne reste donc plus, comme fondement du socialisme, que la conscience de classe du prolétariat. Mais même celle-ci ne reflète plus sur le plan intellectuel les contradictions internes toujours plus flagrantes du capitalisme ou l'imminence de son effondrement, puisque les "facteurs d'adaptation" empêchent celui-ci de se produire ; elle se réduit donc à un idéal, dont la force de conviction ne repose plus que sur les perfections qu'on lui attribue."

Là R. Luxemburg a dérapé, parce que ces "facteurs d'adaptation" ne s'appliquent qu'à certains aspects de l'existence. Faudrait-il encore déterminer quelle en est la contrepartie et définir combien elle pèse dans la vie quotidienne de chaque travailleur, on parle ici des mieux nantis, en échange de quels sacrifices, dans quelles conditions ils travaillent et vivent... page 8. A suivre.

"Quand le développement de l'industrie aura atteint son apogée et que sur le marché mondial commencera pour le capital la phase descendante, la lutte syndicale deviendra difficile : 1° parce que les conjonctures objectives du marché seront défavorables à la force de travail, la demande de force de travail augmentant plus lentement et l'offre plus rapidement, que ce n'est le cas aujourd'hui ; 2° parce que le capital lui-même, pour se dédommager des pertes subies sur le marché mondial, s'efforcera de réduire la part du produit revenant aux ouvriers. La réduction des salaires n'est-elle pas, en somme, selon Marx, l'un des principaux moyens de freiner la baisse des taux de profits ? (voir Marx, Capital, livre III, chap. XIV, 2, tome X, p. 162). L'Angleterre nous offre déjà l'exemple de ce qu'est le début du deuxième stade du mouvement syndical. À ce stade la lutte se réduit nécessairement de plus en plus à la simple défense des droits acquis, et même celle-ci devient de plus en plus difficile. Telle est la tendance générale de l'évolution dont la contrepartie doit être le développement de la lutte de classe politique et sociale."

"En un mot, cette théorie fait reposer le socialisme sur la "connaissance pure" autrement dit en termes clairs, il s'agit d'un fondement idéaliste du socialisme, excluant la nécessité historique : le socialisme ne s'appuie plus sur le développement matériel de la société. La théorie révisionniste est confrontée à une alternative : ou bien la transformation socialiste de la société est la conséquence, comme auparavant, des contradictions internes du système capitaliste, et alors l'évolution du système inclut aussi le développement de ses contradictions, aboutissant nécessairement un jour ou l'autre à un effondrement sous une forme ou sous une autre ; en ce cas, même les "facteurs d'adaptation" sont inefficaces, et la théorie de la catastrophe est juste. Ou bien les "facteurs d'adaptation" sont capables de prévenir réellement l'effondrement du système capitaliste et d'en assurer la survie, donc d'abolir ces contradictions, en ce cas, le socialisme cesse d'être une nécessité historique ; il est alors tout ce que l'on veut sauf le résultat du développement matériel de la société. Ce dilemme en engendre un autre : ou bien le révisionnisme a raison quant au sens de l'évolution du capitalisme - en ce cas la transformation socialiste de la société est une utopie ; ou bien le socialisme n'est pas une utopie, et en ce cas la théorie des "facteurs d'adaptation" ne tient pas."

"Or, le but final du socialisme est le seul élément décisif distinguant le mouvement socialiste de la démocratie bourgeoise et du radicalisme bourgeois, le seul élément qui, plutôt que de donner au mouvement ouvrier la vaine tâche de replâtrer le régime capitaliste pour le sauver, en fait une lutte de classe contre ce régime, pour l'abolition de ce régime ; ceci étant, l'alternative posée par Bernstein : "réforme sociale ou révolution" équivaut pour la social-démocratie à la question : être ou ne pas être."

Rappel de ce qui distingue le combat pour le socialisme de la collaboration de classe avec le capitalisme.

"...le but final du socialisme est le seul élément décisif distinguant le mouvement socialiste de la démocratie bourgeoise et du radicalisme bourgeois, le seul élément qui, plutôt que de donner au mouvement ouvrier la vaine tâche de replâtrer le régime capitaliste pour le sauver, en fait une lutte de classe contre ce régime, pour l'abolition de ce régime ; ceci étant, l'alternative posée par Bernstein : "réforme sociale ou révolution" équivaut pour la social-démocratie à la question : être ou ne pas être."

Pas besoin de microscope ou de longue vue pour s'apercevoir que l'orientation politique adoptée par le mouvement ouvrier est demeurée la même depuis les années 30 jusqu'à nos jours. Ce sont les deux principaux partis qui se réclamaient du socialisme, la SFIO (PS) et le PC (PCF) qui se chargèrent de la mettre en oeuvre. En quoi consista-t-elle, comment cela se traduisit-il concrètement, quelle en fut la nature ou l'origine sociale, sur quelle théorie reposa-t-elle ?

On pourrait oser un parallèle avec la manière dont la plupart des hommes vivent leur existence avec insouciance, sans véritable objectif ou sans lui donner un sens particulier, puisqu'ils n'ont pas conscience du processus historique et matérialiste dialectique dont ils sont le produit...

Préface R. Luxemburg : Réforme sociale ou révolution ?

"Réforme sociale ou révolution ? La social-démocratie peut-elle donc être contre les réformes sociales ? Ou peut-elle opposer la révolution sociale, le bouleversement de l'ordre établi, qui est son but final, à la réforme sociale ? Assurément non ! Pour la social-démocratie, lutter à l'intérieur même du système existant, jour après jour, pour les réformes, pour l'amélioration de la situation des travailleurs, pour des institutions démocratiques, c'est la seule manière d'engager la lutte de classe prolétarienne et de s'orienter vers le but final, c'est-à-dire de travailler à conquérir le pouvoir politique et à abolir le système du salaire. Entre la réforme sociale et la révolution, la social-démocratie voit un lien indissoluble : la lutte pour la réforme étant le moyen, et la révolution sociale le but.

L'alternative : réforme sociale ou révolution, but final ou mouvement, est, sous une autre face, l'alternative du caractère petit-bourgeois ou prolétarien du mouvement ouvrier.

"D'après Bernstein, un effondrement total du capitalisme est de plus en plus improbable, parce que d'une part le système capitaliste fait preuve d'une capacité d'adaptation de plus en plus grande, et que, d'autre part, la production est de plus en plus différenciée. D'après Bernstein, la capacité d'adaptation du capitalisme se manifeste 1° dans le fait qu'il n'y a plus de crise générale ; ceci, on le doit au développement du crédit, des organisations patronales, des communications, et des services d'information ; 2° dans la survie tenace des classes moyennes, résultat de la différenciation croissante des branches de la production et de l'élévation de larges couches du prolétariat au niveau des classes moyennes ; 3° enfin, dans l'amélioration de la situation économique et politique du prolétariat, grâce à l'action syndicale.

Ces observations entraînent des conséquences générales pour la lutte pratique de la social-démocratie : celle-ci, selon Bernstein, ne doit pas viser à conquérir le pouvoir politique, mais à améliorer la situation de la classe ouvrière et à instaurer le socialisme non pas à la suite d'une crise sociale et politique, mais par une extension graduelle du contrôle social de l'économie et par l'établissement progressif d'un système de coopératives.

Bernstein lui-même ne voit rien de nouveau dans ces thèses. Il pense tout au contraire qu'elles sont conformes aussi bien à certaines déclarations de Marx et d'Engels qu'à l'orientation générale prise jusqu'à présent par la social-démocratie."

"Il est vrai que l'aiguillon qui pousse d'abord vers le mouvement socialiste les masses populaires, c'est le mode de répartition "injuste" du régime capitaliste. En luttant pour la socialisation de toute l'économie, la social-démocratie témoigne en même temps de son aspiration naturelle à une répartition "juste" de la richesse sociale. Mais nous avons appris, grâce à Marx, que le mode de répartition d'une époque déterminée n'est que la conséquence naturelle du mode de production de cette époque : en conséquence, la social-démocratie intensifie sa lutte non pas contre le système de la répartition dans le cadre de la production capitaliste, elle vise à supprimer la production marchande capitaliste elle-même. En un mot, la social-démocratie veut établir un mode de répartition socialiste en supprimant le mode de production capitaliste, tandis que la méthode bernsteinienne consiste à l'inverse à combattre le mode de répartition capitaliste dans l'espoir d'arriver à établir progressivement par ce moyen même, un mode de production socialiste." page 19 à suivre.

Si il en avait le pouvoir : En appelant le peuple travailleur à l'insurrection et à s'emparer du pouvoir.

Mai 1981 fut un mois de grande activité, car c'était la préparation de l'arrivée au pouvoir de François. J'essayais d'apporter tout ce qu'il y a de meilleur en moi, pour que ce rêve d'avoir une société socialiste, quoique à l'européenne, devienne réalité. Mais bien vite j'ai commencé à voir que cette France juste et équitable ne pouvait pas s'établir. Alors je demandais à François : "Pourquoi maintenant que tu en as le pouvoir ne fais-tu pas ce que tu avais promis ?" Il me répondait qu'il n'avait pas le pouvoir d'affronter la Banque mondiale, le capitalisme, le néolibéralisme. Qu'il avait gagné un gouvernement mais non pas le pouvoir. J'appris ainsi qu'être le gouvernement, être président, ne sert pas à grand-chose dans ces sociétés sujettes, soumises au capitalisme. J'ai vécu l'expérience directement durant quatorze ans. Même s'il essayait d'éviter le côté le plus négatif du capitalisme, les rêves ont commencé à se briser très rapidement. [...] En France, on élit et les élus font des lois qu'ils n'ont jamais proposées et dont nous n'avons jamais voulu. [...] La France est-elle une démocratie ? Une puissance mondiale ? Je le dis en tant que Française : cela ne veut rien dire ». [Danielle Mitterrand, interviewée par Hernando Calvo Ospina, 2005
– source :
<https://web.archive.org/web/20130517004804/http://hcalvospina.free.fr/spip.php?article119>]

Entre espoir et illusion.

- Dirigeants syndicaux, cessez de négocier les plans du gouvernement ! Appelez à la grève générale ! (Tract GMI)

- 22 mars 2018: l'espoir d'un grand mouvement pour balayer la politique de Macron est né ! (Tendance Claire du NPA)

Quelle connerie ! Ils n'ont pas été les seuls à adopter ce discours qui discréditait une fois de plus leurs auteurs ! Surfant sur le désir ardent des militants d'en découdre ou que la situation exaspère au dernier degré, à défaut de partir de la situation telle qu'elle existe, ils n'ont rien trouvé de mieux que colporter des illusions qui flattaient l'ignorance des militants ou leur tendance à prendre leurs désirs pour la réalité. Ce comportement est inexcusable car démoralisant et démobilisateur à l'arrivée, bref, ils jouent contre notre camp.

Reste une question que chaque militant est en droit de se poser : Mais pourquoi, pourquoi agissent-ils ainsi ? Pour maintenir le moral de leurs troupes au plus haut, mais pas seulement. C'est ridicule puisque le résultat sera exactement inverse. De deux choses l'une ou les deux à la fois, soit ils ne comprennent plus rien ou presque à la situation, l'essentiel leur échappe, soit ce qu'ils en ont compris ne les incite pas à en tenir compte, parce que l'évolution de trop de facteurs depuis des décennies contredisent leurs propres analyses et ils ne sont pas prêts de l'assumer pour modifier leur stratégie.

Il ne faut pas espérer progresser, inspirer confiance ou construire quoi que ce soit en racontant aux travailleurs et aux militants des histoires à dormir debout, qui vont être contredites dès le lendemain.

Dans quel monde vivons-nous ?

Mieux que la cour de récréation, que les contes de fée pour enfants, bref que les interprétations délavées, poreuses, tronquées, foireuses, virales, nuisibles que nos dirigeants nous ressassent jour après jour et qui n'ont jamais permis de comprendre dans quel monde nous vivions, et pour cause nous condamnent à l'impuissance.

A lire de Peter Dale Scott : *L'Etat profond américain* après *La Route vers le nouveau désordre mondial* et *La Machine de guerre américaine* (Disponibles à l'adresse suivante: <https://www.librairie-voltairenet.org/fr>)

• [Présentation, dossier de presse et larges extraits.](#)

Ne dit-on pas que pour combattre un ennemi, il faut commencer par l'identifier, après il faut découvrir sa stratégie, et ensuite seulement on peut le dénoncer et s'attaquer à ses points faibles dans l'espoir de le terrasser.

Si les procureurs de la pensée attribuent toute référence à un Etat profond à la théorie du complot, ce n'est pas spécialement parce qu'ils en font partie, ni parce que les auteurs de cette théorie révéleraient des secrets bien gardés, mais bien plutôt parce qu'ils mettent en lumière l'évolution des rapports qui existent entre les différentes sphères (économiques et politiques) du pouvoir ou qui influencent directement l'orientation de la société ou du monde, ce qui permet de mieux comprendre la situation et éventuellement de définir la stratégie politique la plus efficace pour les combattre et finalement les vaincre, et on comprend pourquoi ils ne tiennent pas à ce que cela tombe dans l'oreille des travailleurs. Et le pire, c'est que nos dirigeants partagent la sollicitude qu'ils nous témoignent.

Si la société continue d'être divisée en classes sociales aux intérêts opposés et irréconciliables, il n'en demeure pas moins que le rôle et le fonctionnement des différentes sphères du pouvoir, des institutions, évoluent en fonction de la crise mondiale du capitalisme et du rapport de force entre les classes ou de la lutte des classes... C'est de là que doit partir notre analyse, selon moi.

Maintenant, on peut aussi considérer que leur rôle et leur fonctionnement sont gravés dans le marbre et qu'ils ne connaîtront aucune modification quoi qu'il arrive, mais comme la réalité démontre le contraire quasi-quotidiennement, ce serait s'interdire de comprendre comment ils évoluent et dans quelle direction, donc de les combattre efficacement. Ce serait nous enfermer dans un déni permanent qui nous serait fatal.

Les travailleurs interprètent de manière partielle, superficielle ou erronée la situation, les institutions, le capitalisme, l'orientation de la société et du monde, ainsi que leurs différentes représentations idéologiques, de sorte qu'ils leur attribuent des mérites ou des vertus qui sont en réalité étrangères à leur nature, et ils se font berger à l'arrivée ou ils se bercent d'illusions sur leurs réelles intentions, ce qui les conduit à la passivité, à la neutralité ou à la résignation, au lieu de s'engager pour les combattre ou en venir à bout, abattre le capitalisme.

Bien que les travailleurs résistent ou réagissent lorsqu'ils subissent les coups que leur assènent les capitalistes ou lorsqu'ils sont directement frappés par les mesures antisociales prises par le gouvernement, ils ignorent d'où viennent réellement ces coups ou à quoi correspondent ces mesures, du coup ils sont désarmés pour les combattre. Comment cela ?

Qui n'a pas entendu les patrons ou tous les gouvernements qui se sont succédés, expliqués aux salariés qu'ils n'avaient pas le choix, que leur politique était dictée par des considérations qui leur échappaient, qu'ils étaient obligés de se conformer à certains standards internationaux, etc. ce qui n'était du reste pas forcément faux. En revanche, ils ne diront jamais aux travailleurs ni pourquoi ni dans quels objectifs réels ils avaient adopté cette politique, du coup ils ne pourront jamais comprendre que rien ni personne ne peut la justifier, hormis pour perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme dont dépend l'existence (la domination de classe) d'une poignée d'oligarques ou de capitalistes au détriment des intérêts du reste de l'humanité. Il leur sera interdit de pouvoir justifier leur refus de supporter cette politique, autrement qu'en se plaçant sur un plan subjectif ou moral forcément vulnérable ou prêtant à caution ou encore, qui sera inapproprié pour apprécier sérieusement un processus objectif ou matérialiste, par exemple lorsqu'il s'agit de s'opposer à des licenciements ou à une fermeture d'usine.

Ils seront donc portés à croire plus ou moins ce que leur raconte les patrons ou le gouvernement, ou tout du moins ils ne comprendront pas pourquoi ils les traitent ainsi, ils seront prêts à leur accorder le bénéfice du doute à défaut de mieux en dernière analyse, ce qui explique pourquoi lors de chaque consultation électorale ils replongent ou commettront la même erreur que précédemment et ainsi de suite.

Ce que j'ai voulu expliquer, c'est qu'on ne pouvait pas avoir la ferme volonté ou faire preuve d'une détermination sans faille pour combattre des mesures antisociales, quand on en ignore les tenants et les aboutissants, qui ne se résument pas à l'enrichissement des patrons ou des actionnaires ou ne se réduit pas à un manque de compétitivité face à la concurrence, car en réalité, il s'agit d'une lutte à mort entre deux classes dont le destin est inversement proportionnel, sachant qu'une seule peut dominer ou détenir le pouvoir, tandis que l'autre doit se soumettre ou disparaître.

Et c'est bien en cela que rien n'a changé depuis que Marx et Engels ont écrit *Le Capital* ou décrit le fonctionnement du capitalisme, sur quoi est fondé le marxisme ou le socialisme. C'est cela que les travailleurs doivent s'approprier ou dont ils doivent prendre conscience, pour mener leur combat jusqu'au bout ou s'emparer du pouvoir politique afin d'abattre le capitalisme. Tout le reste est du baratin.

Dès lors qu'on a compris ou qu'on a acquis la conviction que rien ni personne ne peut justifier la politique du gouvernement ou celle appliquée par la direction d'une grande entreprise, hormis pour perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou la domination de classe des capitalistes, ces arguments n'ayant aucune valeur, aucune emprise sur les travailleurs, ils seront portés à juger les leurs parfaitement légitimes pour s'y tenir et ne rien lâcher, ce qui ne peut que les amener à poser la question du pouvoir, de l'Etat, à trouver la voie du combat politique pour s'emparer du pouvoir.

Il y en a qui ont peut-être pu croire qu'on se situerait sur le même terrain que Mélenchon, qui met le niveau de conscience des masses à toutes les sauces, à ceci près qui fait toute la différence, on ne la conçoit pas vraiment de la même manière ou elle n'est pas dirigée dans la même direction, et le destin qu'on propose aux travailleurs se situe aux antipodes du sien, qui est compatible avec le régime capitaliste contrairement au mien.

Mélenchon est un sophiste qui a renié le socialisme, partant de là il s'est condamné à servir le capitalisme, et sa gouaille ou ses vociférations, ses gesticulations ou ses provocations aux relents populistes desservent notre cause plutôt qu'autres choses.

Les apparences sont trompeuses mais révélatrices.

Les esprits superficiels s'en délecteront à loisir parce que cela vient faire oublier leur propre manque de profondeur ou de consistance. Selon eux, ces prestations d'illusionnistes feraient tout de même avancer les choses, qu'il soit permis d'en douter.

Depuis quand désarmer le peuple serait une revendication ouvrière sous une dictature ?

Décidément il y en a qui ont une étrange conception de la lutte des classes...

- "Vous insultez la mémoire de ceux qui ont été tués" : le chanteur du Bataclan - francetvinfo.fr 29.03

Les forces de l'ordre militarisées au service de l'oligarchie devraient-elles être les seules armées pour pouvoir massacrer tranquillement les travailleurs américains quand ils se soulèveront pour abattre le régime ? C'est en tout cas la question qu'on est en droit de se poser. Et il est d'autant plus étrange qu'on soit obligé de la poser s'agissant d'un des pays les plus criminogènes du monde.

Il se trouve qu'il y a en circulation aux Etats-Unis plus de 365 millions d'armes à feu en tous genres, y compris des armes de guerre. Dans un pays où il suffit de glisser sa main à l'intérieur de la poche de son pantalon ou de sa veste pour parfois se faire tirer dessus par un policier ou un citoyen américain paranoïaque, être victime d'une méprise et se faire canarder au coin d'une rue ou être pris pour cible pour être témoin d'une tuerie, etc. la légitime défense ou tout simplement la tentative de sauver sa peau serait illégitime...

Etrange conception de la justice pour des révolutionnaires. La palme du populisme revient naturellement au NPA, pour lequel le peuple en arme servirait à "renforcer l'État policier", une dictature militaro-financière.

Evidemment la question du peuple en arme se rapporte à un stade du développement du processus révolutionnaire parvenu à maturité, quand l'affrontement direct entre les classes a commencé et on en est encore très éloigné aux Etats-Unis. Mais on est bien d'accord que la question de l'armement du peuple se posera pour affronter les forces de répression qui réprimeront dans un bain de sang toute tentative de révolution pour renverser l'Etat des capitalistes, et qu'à défaut d'être armées les masses se feront massacrées et elles auront toute les

peines du monde à se procurer des armes pour défendre la révolution, que ce soit légalement ou illégalement, car il lui faudrait aller les chercher dans les bastions lourdement armés ou protégés de leur ennemi, les commissariats de police, les casernes de militaires, les usines qui les fabriquent qui doivent pas aussi bien gardé que les coffres de la Fed.

En conclusion, la situation actuelle ne présente pas que des inconvénients. Effectivement des milliers ou bien plus de travailleurs américains dépressifs ou déséquilibrés possèdent des armes qu'ils peuvent utiliser aveuglément contre des victimes innocentes ou sur un coup de tête pour faire un carnage, cela arrive pratiquement toutes les semaines pour ne pas dire quotidiennement. Laissons de côté le fait que chaque Américain possédant une ou plusieurs armes à feu présente un pouvoir dissuasif qui doit faire réfléchir à deux fois les agresseurs ou les cambrioleurs potentiels qui risquent de se prendre une balle en retour s'ils passaient à l'acte.

Ils possèdent des armes à titre défensif et non offensif, dans le cas contraire lorsqu'ils participent à des manifestations qui se transforment en émeutes violentes, ils sortiraient leurs armes et canarderaient les forces de l'ordre lourdement armées qui répliqueraient et on assisterait à un véritable massacre, or cela n'a jamais été le cas jusqu'à présent. Pourquoi ? Parce que chacun a bien conscience de n'avoir qu'une vie et que la perdre pour si peu ne vaudrait pas le coup. L'avantage serait indéniable en cas de dérapage de la part des autorités pour stopper leurs actes criminels...

POID - <https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs>

Huit cent mille manifestants se rassemblent contre les armes à feu dans les avenues entre la Maison Blanche et le Capitole à Washington (États-Unis d'Amérique). Avec les autres manifestations dans le pays et dans le monde, ils sont plus d'un million, dont de nombreux jeunes.

NPA - <https://fr-fr.facebook.com/RevolutionPermanente>

Les principales capitales des États-Unis ont été envahies par des centaines de milliers de personnes, pour la plupart des jeunes, qui ont manifesté contre la violence armée dans les écoles. Le mouvement est à la croisée des chemins : ou renforcer l'État policier ou adopter une perspective indépendante.

Quand le SPD était devenu une officine de Goldman Sachs avant de devenir l'une de la BCE.

Il y a quelques semaines, certains parmi nous (on n'ose même pas les nommer tellement on a honte pour eux) ont cru bon d'entretenir pour la énième fois des illusions sur l'issue de la consultation des adhérents du SPD à propos de la formation d'une coalition de gouvernement avec la CDU de Merkel, comme si elle pourrait changer quoi que ce soit. Mais pourquoi enfin, c'était se couvrir de ridicule, direz-vous. Assurément, cependant ils savaient qu'il en faudrait beaucoup plus pour venir à bout de l'opportunisme, et que bien que la social-démocratie soit passée de l'autre côté de la barricade avec armes et bagages depuis plus d'un siècle, et n'en avoir jamais tenu compte, il n'y avait aucune raison de mettre un terme à leur collusion avec ce courant de droite sur lequel ils n'ont cessé de s'appuyer considérant que malgré tout il appartenait toujours au mouvement ouvrier.

En lisant l'article suivant, vous vous demanderez si ces gens-là ont entendu un jour parler de la dialectique, la science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée (R. Luxemburg), ou comment Goldman Sachs serait compatible avec le mouvement ouvrier. Ce qui signifie au passage qu'il serait devenu complètement pourri. Apparemment la crédulité ou l'ignorance des militants est sans borne, tout comme leur dilettantisme ou leur manque de rigueur, de logique.

J'en veux pour preuve que lorsqu'il s'agit par exemple de la CFDT, où sont tout de même organisés des centaines de milliers de travailleurs, les trotskystes (POI-POID) fuient comme la peste ce syndicat jaune (Le NPA et LFI font mieux, ils s'y intègrent !), mais lorsqu'il s'agit d'un parti issu de la social-démocratie (SPD, PS, PASOK, PSOE, Labour Party, etc.) qui parfois compte encore des dizaines ou des centaines milliers de travailleurs (Pas des couches les plus défavorisées, il ne faut pas exagérer, ils appartiennent tous à l'aristocratie ouvrière, le pendant de l'aristocratie financière), là ils n'ont de cesse de chercher un point d'appui à l'intérieur de ce parti, ils lui font la cour ou le ménagent, entretiennent des illusions sur la voie qu'il pourrait emprunter, alors qu'elle est connue d'avance, comme s'il pouvait servir d'autres intérêts que ceux de la réaction, ce qui s'est jamais démenti depuis un siècle. Avec les PC ou les stalinien ils font tout aussi fort. Hier ils les traitaient comme les derniers des ordures, et voilà qu'ils sont devenus fréquentables, ils les courtisent et certains n'hésitent pas à leur trouver des qualités, notamment au POI. On comprend pourquoi les congrès annuels de ces Partis sont "Ouverts" comme ils disent, ajoutons, aux pires illusions.

Mais direz-vous, quand des millions de travailleurs vont surgir sur la scène politique, certains d'entre eux ne vont-ils pas s'orienter à nouveau vers ces partis contre-révolutionnaires ? Evidemment, mais rien n'est moins sûr de nos jours ou certainement pas dans les proportions d'autrefois. Leurs dirigeants ne seront-ils pas débordés lors de cette déferlante révolutionnaire ? C'est certain ou on peut le penser. Et alors, dites-nous en quoi cela devrait-il justifier de ne pas qualifier ces partis pour ce qu'ils sont réellement, ne pas les faire figurer parmi nos ennemis.

Ne croyez-vous pas que le travail de sappe effectué sans relâche en amont pendant des décennies destiné à faire prendre conscience aux travailleurs de la véritable nature réactionnaire du PS et du PCF, s'avérera plus utile que toutes les manoeuvres ou tous les calculs d'appareils, toutes les honteuses compromissions qui finalement se seront avérées vaines, sauf si ces partis (PS-PCF et leurs nombreux satellites) parvenaient à endiguer la mobilisation révolutionnaire des masses, terrible défaite qui serait à mettre également au compte de ceux qui se seront évertués à les présenter comme des partis de gauche.

Il faudrait poursuivre cette analyse mais je n'en ai pas le temps.

Pour faire bref, la France n'est ni les Etats-Unis, ni l'Allemagne, ni la Grèce ou le Portugal. En France, de nombreux dirigeants ou élus et le gros des troupes du PS sont passés à LREM lui donnant ainsi un faux air de gauche, impossible à assumer tant la politique appliquée par Macron depuis 11 mois est ultra réactionnaire. Une partie a rejoint Générations de Hamon et des miettes se sont dispersées dans des micro-partis issus du PS. LR ne s'est pas remis de la défaite de Fillon, ainsi que le FN après la pitoyable prestation télévisée de M. Le Pen face à Macron. EELV a été quasiment rayé de la carte. Le MoDem a rejoint LREM, et l'UDI a éclaté. Quant à LFI, le double langage tenu par Mélenchon sur l'UE et l'euro n'est pas de nature à inspirer confiance, et nombreux sont ceux qui s'étaient engagés à ses côtés qui ne sont jamais remis de sa défaite à la présidentielle.

Autrement dit, il manque à ce jour à notre ennemi le parti qui devrait alterner au pouvoir avec LREM qui est son parti officiel, sans qu'on sache aujourd'hui s'ils vont continuer de le caractériser de "centre gauche", auquel cas ils seraient à la recherche d'un parti de droite qui ferait l'affaire, ils ont le choix entre LR qui est mal en point et le PS qui ne vaut guère mieux, oui mais le PS est catalogué à gauche, dans ce cas-là ils opéreraient un glissement sémantique à droite pour LREM et le tour serait joué, à moins que ce soit Générations qui s'y colle, mais cela semble peu vraisemblable, et puis rien n'empêcherait le PS de se redonner un faux courant de gauche à la Sanders, le Parti démocrate a bien réussi à s'en accommoder, alors pourquoi pas le PS...

En attendant, on s'aperçoit qu'en France les choses sont plus compliquées qu'ailleurs pour notre ennemi, tout du moins sur le plan institutionnel, à moins qu'il laisse pourrir la situation qui prévaut dans tous les partis hormis LREM, de sorte qu'il ait toutes les chances de demeurer au pouvoir au-

delà de 2022. Cependant il existe toujours le risque que les opposants à la politique de Macron se cristallisent sur LFI à défaut de mieux et qu'il constitue une menace sérieuse.

Inutile d'aller plus loin pour le moment puisque notre objet n'est pas 2022, mais la situation actuelle et la manière dont s'ordonnent tous les partis, et comment va évoluer le rôle imparti à chacun des partis institutionnels soumis aux coups de boutoir de la lutte de classe du prolétariat, dont on ignore encore quel va en être le développement dans les mois et années à venir.

A ce jour, LREM est sans véritable rival ou opposition institutionnelle, puisque le MoDem, l'UDI, le PR, le PS et LR partagent son programme. La seule opposition à Macron est dans la rue, ce sont les dizaines de millions de travailleurs et jeunes qui rejettent sa politique, mais qui sont inorganisés ou qui ne se reconnaissent dans aucun parti ou syndicat, donc qui sont dans l'impossibilité d'exprimer leurs aspirations et réduits à l'impuissance.

Ces dizaines de millions de travailleurs ont parfaitement conscience de disposer d'un mode vie supérieur à ceux des générations passées ou de bien des travailleurs ailleurs dans le monde, et ils n'entendent pas le remettre en cause en se lançant dans une aventure risquée ou qu'ils estiment actuellement sans lendemain ou dont ils ne saisissent pas l'issue ou les objectifs politiques. S'ils s'accommodent de leur condition à défaut de mieux, c'est que la majorité en a encore les moyens, au prix parfois de lourds sacrifices qu'ils sont prêts à accepter même s'ils n'en pensent pas moins, pour combien de temps encore, nulle ne le sait.

Nous devons partir de la situation telle qu'elle se présente aux travailleurs et surtout la manière dont ils l'interprètent, pour qu'elle évolue ou qu'ils prennent conscience que leur condition ne peut que se dégrader dans l'avenir, et qu'ils détiennent le pouvoir de changer la société.

- Jörg Kukies, un loup de Goldman Sachs dans les rangs du gouvernement allemand. Liberation.fr 21.03

Le nouveau ministre des Finances, le social-démocrate Olaf Scholz, vient de nommer comme secrétaire d'Etat en charge de l'Europe et des marchés financiers le coprésident du directoire de la banque d'investissement en Allemagne et en Autriche.

S'il y avait encore un doute sur le fait que le nouveau ministre des Finances allemand social-démocrate, Olaf Scholz, soit particulièrement droito-compatible, le voici levé. Il vient de désigner l'un des plus hauts dirigeants de la banque Goldman Sachs dans le pays au poste de secrétaire d'Etat. Ainsi Jörg Kukies, coprésident du directoire de la banque d'affaires en Allemagne et Autriche, vient d'être désigné secrétaire d'Etat en charge de l'Europe et des marchés financiers.

Ce banquier de 50 ans possède la particularité d'être membre du Parti social-démocrate ; il a dirigé l'aile des «Jusos», les jeunes du SPD, en Rhénanie-Palatinat, juste avant la future cheffe du parti, Andrea Nahles. Il travaille chez Goldman Sachs depuis dix-sept ans, et il occupe ce haut poste depuis 2014. La presse relève, taquine, qu'il va troquer son salaire d'un million d'euros annuels contre un traitement de secrétaire d'Etat – environ 160 000 euros par an.

Un ex-dirigeant de Goldman Sachs, banque qui a aidé la Grèce à maquiller ses comptes publics dès 2001, puis participé à la chute d'un pays qu'elle était par ailleurs mandatée pour conseiller, aura donc sous sa tutelle des questions cruciales telles que l'achèvement de l'union bancaire au sein de l'UE. Plus généralement, c'est sa présence au ministère allemand des Finances qui suscite des réserves. «Olaf Scholz envoie ici un très mauvais signal, commente Timo Lange, de l'association LobbyControl. Goldman Sachs est internationalement connue pour ses liens étroits avec la politique. Le ministère des Finances, encore plus précisément dans le contexte des scandales "cum-ex" et "cum-cum", doit montrer recul et distance face à l'industrie bancaire.»

«Cum-ex», et sa variante «cum-cum», désignent en effet une série de manœuvres fiscales illégales, qui ont donné lieu à ce qui est unanimement désigné comme le plus grand vol fiscal de l'histoire allemande. Il implique des banques, dont Goldman Sachs. Il ne s'agit pas de fraude fiscale, car ce ne sont pas des techniques pour contourner l'impôt, encore moins de l'optimisation fiscale ; c'est tout simplement du vol. Pendant des années en effet, grâce à des montages financiers, des investisseurs ont fait en sorte d'obtenir des remboursements indus par le Trésor public allemand.

Quarante banques allemandes sont notamment impliquées dans ce scandale, dont on estime qu'il aurait fait perdre 31,8 milliards d'euros au fisc.

Selon Die Zeit, quatre ministres des Finances, trois venant du SPD, un de la CDU, auraient pu faire en sorte de stopper au fil des années cette machine infernale de banksters, mais ne l'ont pas fait (l'un d'eux, le social-démocrate Peer Steinbrück, a par ailleurs accepté en 2016 des fonctions de consultant pour le conseil d'administration de la banque ING). Dans une longue enquête publiée en juin, l'hebdomadaire raconte comment le lobby bancaire a profité de l'inertie politique, en particulier celle des partis de la grande coalition. Et ce, malgré les démarches énergiques de plusieurs lanceurs d'alertes.

En outre, Olaf Scholz a choisi de faire revenir au sein du ministère le secrétaire d'Etat en charge du budget, Werner Gatzert, considéré comme l'architecte du sacro-saint principe de «déficit zéro», sous l'égide de l'ex-ministre des Finances Wolfgang Schäuble, dont on sait à quel point il fut un partisan intraitable de l'équilibre budgétaire et de la rigueur. Mais cette information ne surprendra guère celles et ceux qui ont entendu Olaf Scholz promettre, au moment de sa nomination officielle, de tout faire pour poursuivre la politique de son prédécesseur. Liberation.fr 21.03

En Allemagne, en réalité il existe une situation politique à l'américaine depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale où la CDU et le SPD se relaient au pouvoir pour appliquer la même politique ou éventuellement gouvernement ensemble dans des coalitions (depuis le milieu des années 60), tout comme le Parti républicain et le Parti démocrate.

En France, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Grèce, en Belgique, dans les pays scandinaves, aux Etats-Unis, etc. les partis officiels de la réaction et la soi-disant opposition parlementaire de gauche n'ont eu également de cesse d'alterner au pouvoir depuis plus de 70 ans, de se partager les rôles pour gérer la société pour le compte des capitalistes, et durant cette très longue période, les opportunistes firent comme si de rien n'était ou presque, cela ne devait altérer en rien la nature de ces partis selon eux, qu'ils continuèrent malgré tout de caractériser de gauche, avec des guillemets pour faire plus propre depuis peu, mais pas toujours, à contrecœur visiblement.

Michel Rocard était son "mentor".

- Parti socialiste: la direction du Mouvement des jeunes rejoint Benoît Hamon - huffingtonpost.fr 24 mars 2018

Le Parti socialiste perd son mouvement de jeunes, du moins l'essentiel de sa direction qui annonce qu'elle rejoint le mouvement Génération.s fondé par Benoît Hamon. Dans un entretien accordé au journal Le Monde, la présidente contestée du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), Roxane Lundy, affirme que la majorité des membres du bureau national ainsi que des militants ont acté leur départ du PS, parti qui, selon elle, "n'est pas en mesure de se relever".

"Je fais le choix avec des milliers de jeunes socialistes de partir, car je considère que le Parti socialiste n'est pas l'outil qui permettra de transformer la société. [...] Le Mouvement des jeunes

socialistes va prendre son indépendance vis-à-vis du PS", affirme celle qui avait été élue présidente du MJS le 10 février dernier sous les critiques des sensibilités minoritaires.

Visiblement, Roxane Lundy ne partage pas la ligne portée par le futur premier secrétaire du PS, Olivier Faure. "Aujourd'hui, nous avons un désaccord politique avec sa ligne et celle de Stéphane Le Foll arrivé deuxième. Nous ne parlons plus la même langue", estime-t-elle.

Riposte au PS

"Je reste présidente et je deviens militante de Générations. L'objectif est de faire une réforme statutaire lors de notre prochain congrès", qui aura lieu le week-end des 7 et 8 avril, a-t-elle indiqué. "Je ne serai plus salariée du PS, nous ne toucherons plus d'argent du PS, nous ne dépendrons plus d'eux", ajoute-t-elle, alors que le MJS est aujourd'hui autonome du PS, mais subventionné par lui.

Le MJS "appartient à ses militantes et non à une présidente contestée pour fraude, qui refuse de rendre des comptes sur les finances. Le MJS est membre d'une famille et d'une histoire politique qu'est le Parti socialiste et non Générations", a réagi le coordinateur du PS, Rachid Temal.

Historiquement autonome du Parti socialiste, un "principe intangible" inscrit dans ses statuts, le MJS désigne lui-même sa direction et ses orientations. Traditionnellement beaucoup plus marqués à gauche que leurs aînés, les Jeunes socialistes ont toujours revendiqué leur proximité avec Benoît Hamon, premier président du mouvement qui avait obtenu son autonomie de son mentor Michel Rocard en 1993.

L'ancien président du Mouvement des Jeunes Socialistes Benjamin Lucas a annoncé son départ jeudi du Parti socialiste, précisant vouloir s'engager "totalement" au sein de Génération.s. La majorité des militants du MJS est "plus proche de Benoît Hamon" que de l'orientation majoritaire du PS, estimait-il début février assurant que la "double appartenance" au mouvement et à Générations ne poserait "pas de problème". L'Histoire en a décidé autrement. huffingtonpost.fr 24 mars 2018

Gloire à l'Etat terroriste, au régime policier.

- Centrales nucléaires : la députée LREM Perrine Goulet veut faire tirer en cas d'intrusion - leparisien.fr 26.03

Tout en sachant que les membres de Greenpeace ne sont pas armés ou ne constituent pas une menace physique...

- Macron: Arnaud Beltrame, "tombé en héros", "mérite l'admiration de la nation tout entière" - AFP 26.03

- Hommage national pour le gendarme Beltrame, victime des attaques de l'Aude - Reuters 26.03

- Wauquiez pour le rétablissement de l'état d'urgence - Reuters 26.03

- Laurent Wauquiez propose de créer un "délit d'incitation à la haine de la République" - Le HuffPost 28.03

- Au dîner du Crif, Macron promet de renforcer la lutte contre la cyberhaine - huffingtonpost.fr 08 mars 2018

Alors quand est-ce que tu vas te décider à passer à l'acte ?

- Un attentat précipité par une convocation de la DGSI ? - Liberation.fr 28.03

Quelques jours avant l'attaque du Super U de l'Aude, Radouane Lakdim avait été contacté pour un entretien. Un facteur déclenchant ?

...révélée par RTL : ces derniers jours, le terroriste de l'Aude a reçu une autre convocation, émanant, cette fois-ci, de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Ce document, de nature administrative, devait aboutir à un entretien officiel avec le service de renseignement intérieur.

Une source judiciaire indique à Libération qu'aucun élément matériel ne vient confirmer, pour le moment, l'idée d'une action déclenchée par la réception du courrier de la DGSI.

D'après les premiers éléments de l'enquête, Lakdim avait bel et bien reçu la convocation de la DGSI. C'était d'ailleurs à lui de rappeler le service, afin de fixer une date de rendez-vous. Se sachant surveillé, Lakdim a-t-il précipité son acte ? Liberation.fr 28.03

On savait que Macron avait un problème avec la démocratie, il est l'incarnation vivante de sa négation.

- Une fausse note extrémiste lors de la visite de Macron à Bénarès - Liberation.fr

Mais une toge orange fait tache sur la carte postale : Yogi Adityanath, moine extrémiste hindou, adepte des discours de haine contre les musulmans, a été invité par Narendra Modi sur le pont supérieur du bateau de promenade en tant que ministre en chef de l'Uttar Pradesh, Etat le plus peuplé de l'Inde avec plus de 200 millions d'habitants (dont 20% de musulmans) où se trouve Bénarès. La nomination, en avril 2017, après la victoire du BJP aux élections régionales, de ce politicien aguerri, maître de yoga, poursuivi en justice pour tentative de meurtre, intimidation criminelle, incitation à la haine, et chef d'une milice qui s'adonne à des ratonnades, avait démontré la volonté de Modi de ratisser loin sur sa droite, et de s'attaquer au multiculturalisme cher aux pères fondateurs de l'Inde indépendante.

Interrogé lors de la conférence de presse sur cette proximité gênante (les trois hommes étaient assis côte à côte sur des fauteuils d'apparat, puis accoudés à la balustrade du navire), Emmanuel Macron a botté en touche : «Je ne suis ni la démocratie, ni la justice indienne [...]. Je trouve que ce serait une drôle de conception que de défendre la démocratie seulement quand elle colle avec nos valeurs.» Précisant qu'il «n'a pas de problème» pour se trouver avec un dirigeant «élu» dans une démocratie, «à l'invitation du Premier ministre». Liberation.fr

- Edouard Philippe. «C'est au peuple de choisir s'il souhaite que ses élus soient remplacés par la technocratie.» - Liberation.fr 14 mars 2018

- Sondage: un Français sur trois a une "bonne image" de LREM - AFP 14 mars 2018

- "Fake news": feu vert des députés LREM au dépôt de la proposition de loi - AFP 13 mars 2018

- Emmanuel Macron agacé par la question d'une journaliste sur sa visite "privée" au Taj Mahal avec son épouse - RT 12 mars 2018

- Les militaires autorisés à se présenter aux élections municipales? La "Grande Muette" de moins en moins muette - HuffPost 20.03

Social.

- Trois Français sur quatre jugent injuste la politique de l'exécutif, selon un sondage - AFP 22 mars 2018

Le PCF va participer à l'élaboration des "conditions d'ouverture à la concurrence" de la SNCF, dicit M. Laurent.

- SNCF: le PCF sera "très actif dans les semaines qui viennent" dit Laurent - AFP 27 mars 2018

"Nous sentons que la pression qui s'exerce dans le pays, la mobilisation des cheminots, les manifestations de la semaine dernière, commencent à avoir du poids et nous parlementaires, et le Parti communiste, serons très actifs dans les semaines à venir pour continuer à porter en amont des contre-propositions au projet gouvernemental", a affirmé M. Laurent.

Mme Borne "a indiqué que dans le débat parlementaire, elle soumettrait un amendement pour préciser les conditions d'ouverture à la concurrence. C'est un débat très important qui s'annonce dans lequel nous nous investirons", a promis M. Laurent.

Grève perlée ou grève illimitée ?

Les syndicats CFDT, CGT et UNSA appellent les conducteurs des trains SNCF à faire une grève nationale du mardi 3 avril au jeudi 28 juin 2018, à raison de 2 jours de mobilisation sur 5 (planning détaillé ci-dessous).

Le syndicat SUD appelle à une grève reconductible dès le mardi 3 avril, en laissant le choix à ses syndiqués de décider chaque jour, en assemblées générales, la reconduction du mouvement pour les prochaines 24 heures. cestlagreve.fr

Grèves disloquées = grèves brisées !

- La colère gagne Carrefour - Liberation.fr 23.03

La grande distribution s'y met elle aussi. Force ouvrière et la CFDT appellent à une grève générale à Carrefour le 31 mars. Liberation.fr 23.03

Sans surprise.

- Force Ouvrière ne participera pas à la mobilisation du 19 avril - AFP 26 mars 2018

A propos de la "convergence des luttes" voulue par la CGT, il a répondu qu'elle "ne s'improvise pas".

"Ce n'est pas parce qu'il y a multiples conflits dans différents secteurs, et public et privé, (...) qu'obligatoirement ça coagule", a relevé le leader.

Pour lui, "les grands mouvements interprofessionnels ces dernières années ne sont pas nés comme ça", mais "parce qu'un gouvernement a annoncé quelque chose que personne n'attendait".

"Je ne vois pas pourquoi on irait", a-t-il déclaré, rappelant que la date choisie tombait quatre jours avant le congrès de FO, où Jean-Claude Mailly doit passer la main après 13 ans de direction du syndicat.

Il a ajouté que le congrès "débattra des initiatives à prendre".

M. Mailly a de nouveau déclaré avoir appris la date de la mobilisation à la radio vendredi, ce que dément la CGT, qui dit avoir convié tous les syndicats à une réunion le 19 mars, pour décider d'une journée de mobilisation. Mais seules Solidaires, la FSU et des organisations de jeunesse s'y sont rendues. AFP 26 mars 2018

- Gérald Darmanin. «[Ces mouvements sociaux] ne sont pas de nature à conduire le gouvernement à revenir sur ce qui a commencé à être mis en œuvre.» - Liberation.fr 23 mars 2018

- Air France : cap sur la grève malgré les manœuvres - Liberation.fr 23.03

Totalitarisme. Le retour en force des milices fascistes.

- Fac de Montpellier : évacuation violente et doyen sur la sellette - liberation.fr

Jeudi 22 février au soir. La journée de mobilisation contre le Plan étudiants se termine par l'occupation d'un amphithéâtre de la fac de droit et de sciences politiques de Montpellier. Entre 23 heures et minuit, une bande d'individus fait irruption dans l'amphi. Plusieurs sont cagoulés. Dans de nombreuses vidéos partagées en ligne, on les voit agresser les occupants de l'amphi, pour les déloger. «L'amphi était plein de mecs qui frappaient au poing, à la planche, au Taser. Je me suis précipitée vers la porte. La sécurité ne faisait rien. On est sortis de l'amphi, pour aller dans le hall. On a vu qu'ils descendaient les grilles de l'entrée. Quand les grilles ont été fermées, il restait des étudiants-manifestants à l'intérieur de la fac. Ces gens-là se sont fait tabasser», témoigne auprès de Libération une personne présente sur les lieux. Bilan : plusieurs blessés légers.

Des témoins assurent que le doyen de la faculté, Philippe Pétel, aurait ouvert la porte aux agresseurs, ce que l'intéressé dément. «Le doyen de la fac de droit, je l'affirme parce que je l'ai vu, a montré à ces hommes, dont il n'avait pas peur, les "cibles"», affirme sur Facebook Léna, qui a filmé la scène. Un témoin qui souhaite rester anonyme nous a répondu par l'entremise de son avocate, Sophie Mazas : «Le doyen a réuni autour de lui, à l'extérieur de l'amphi, les personnes opposées à l'occupation de la fac. Il les a fait rentrer par une porte habituellement verrouillée, qu'il a lui-même ouverte, en haut de l'amphi.» Autre fait troublant : des profs auraient été présents parmi les casseurs. «Des étudiants en droit ont reconnu des professeurs de la faculté. Un professeur en droit civil et un professeur d'histoire du droit», raconte Octave, étudiant et syndiqué Solidaires. Ces profs «portaient des cagoules, mais on les a reconnus parce qu'ils étaient habillés de la même manière que la journée», corrobore notre témoin suscité.

Une enquête a été ouverte par le ministère de l'Enseignement supérieur. Vendredi en fin de journée, des étudiants ont rencontré le préfet et la rectrice de l'Hérault. Ils demandent la suspension du doyen. Me Mazas a déposé plainte contre X pour violences volontaires au nom des personnes qui ont été expulsées de l'amphi. Le président de l'université a annoncé porter plainte contre X. liberation.fr 24 mars 2018

Depuis le doyen de la faculté a été contraint à la démission. A Paris et à Lille les milices fascistes sont aussi entrées en action...

Ils veulent bien nous faire crever.

- Capitale de la hi-tech d'Inde, Bangalore a la gorge sèche - AFP 17 mars 2018

- L'économie du Cap déjà frappée de plein fouet par la crise de l'eau - AFP 17 mars 2018

- La Terre pourrait bientôt manquer d'eau, avertit le Forum de Brasilia - AFP 20 mars 2018

L'ONU a dévoilé de son côté un rapport particulièrement inquiétant selon lequel près de la moitié de la population mondiale - 3,6 milliards de personnes - vit dans des zones où l'eau peut manquer au moins un mois par an, un nombre qui pourrait atteindre 5,7 milliards en 2050. AFP 20 mars 2018

Et dire qu'il y en a qui explique que la surpopulation mondiale n'existe pas, qu'elle n'a pas déjà des conséquences catastrophiques et le pire est à venir...

Parole d'internaute.

- <https://www.businessbourse.com/2018/03/09/etats-unis-au-28-fevrier-2018-plus-de-1017-millions-damericains-sont-toujours-sans-emploi/>

Le nombre d'américains se trouvant exclus du marché du travail au 28 Février 2018(Not in labor force), est de 95,012 millions d'individus auxquels il faut ajouter 6,706 millions d'américains officiellement déclarés au chômage (unemployed).

Sur une population de 323,1 millions d'Américains (2017).

Indice Baltic (BDI) 2003-2017 :

<http://www.kitco.com/commentaries/2016-12-21/The-14-Year-Record-of-the-Baltic-Dry-Index.html>

Montrant un encéphalogramme quasi plat depuis 2011.

Dans le même temps :

<https://www.lematin.ch/economie/emploi-americaain-porte-lindice-smi/story/22624382>

Kafkaïen !

Bienvenue chez la mafia de la désinformation et de la manipulation des consciences.

- Macron pour une alliance de médias contre les fausses nouvelles - AFP 21.03

Emmanuel Macron a suggéré mardi 20 mars à Paris que, pour aider à combattre les fausses nouvelles, l'AFP "joue un rôle central" dans la certification des informations, en alliance avec de grands médias francophones voire européens. AFP 21.03

Alors qu'ils en sont à l'origine ou en sont les champions !

La police médiatique se diversifie.

- Manifestations: les médias adoptent leur propre système de comptage - AFP 21.03

Une vingtaine de grands médias, dont l'AFP, adopteront jeudi leur propre méthode de comptage des participants, réalisé par un cabinet spécialisé, lors de la manifestation à Paris des fonctionnaires et des cheminots, en parallèle des habituels chiffrages de la police et des syndicats.

Le collectif de médias, parmi lesquels l'AFP, France Inter, Europe1, Franceinfo, RMC, BFMTV, France Culture, CNews, France 2, Mediapart, Le Figaro, Le Parisien, Libération, La Croix et la presse régionale et départementale représentée par l'Union de la presse en région (UPREG), s'est associé au cabinet d'études spécialisé dans le comptage du public, Occurrence.

"Le projet consiste à mettre en place un mode de comptage indépendant lors de grandes manifestations à Paris ou en région afin d'être le plus proche possible de la réalité", a expliqué l'AFP mardi dans un communiqué. AFP 21.03

Qui peut croire une créature du Pentagone ?

- Facebook promet de faire mieux pour protéger les données personnelles - AFP

Si le scandale qui atteint Facebook est une bonne nouvelle, en revanche on ignore s'il aura un impact sur ses utilisateurs, on voudrait y croire, mais on en doute.

Comme en mai 68, il est permis de penser que la jeunesse ne voit pas quel avenir elle aurait dans la société que lui concocte Macron, à ceci près qu'elle dispose désormais de nombreux instruments pour se divertir ou pour détourner son attention des questions essentielles qui se pose à elle dès maintenant et qui déterminent le contenu ou la qualité de leur mode de vie à venir, dont le poison des réseaux numériques.

Il pourrait inciter plus d'un jeune déjà critique envers les médias institutionnels à s'en méfier ou à s'en détourner. Sans illusion, car rien ne dit qu'ils changeront leurs habitudes pour autant, si on en juge par l'addiction à la télévision des adultes depuis plus d'un demi-siècle. Cela dit, dans tous les cas de figure quand on est directement confronté à de graves difficultés, il faut bien y faire face ou se poser des questions très terre-à-terre sur notre condition et envisager des solutions pratiques et non plus virtuelles, qui sont en rapport avec la société et son orientation...

Toute prise de conscience qui n'est pas suivie d'effet ne sert à rien ou s'évanouira aussi soudainement qu'elle est apparue, surtout quand elle ne concerne qu'un aspect limité ou une petite partie de la situation.

Facebook est nuisible, c'est du brouhaha qui participe au chaos général, dans ce sens il n'est pas inutile à tout le monde.

Je rappelle que je n'ai pas de page Facebook, en revanche j'ai un petit troupeau de chèvres.

J'appelle tous ceux qui ont une page Facebook à la fermer et à basculer sur un blog ou un portail, cela s'adresse aussi au POID.

Parole d'internaute

- "La fabrique du consentement fonctionne encore, mais de moins en moins. Lorsque la population aura fait le lien entre politique, économie et géostratégie, elle ne fonctionnera plus du tout. Si de plus en plus de gens, en particulier les moins de 35 ans, s'informent majoritairement en dehors de la presse mainstream, ce n'est pas par hasard.

Bernays l'avait prédit : toute propagande a une fin, lorsque le niveau d'information conjugué à la hausse de l'éducation fait se retourner les opinions. J'ai bien l'impression que l'on arrive à un point d'inflexion, même s'il n'est pas encore franchi."

Il n'est pas atteint en effet, et il est inutile de scruter à l'horizon dans l'espoir de saisir l'instant où il le sera, puisque cela ne se produira pas dans le cadre institutionnel, mais uniquement lors de l'irruption révolutionnaire des masses, là vous pourrez vous dire : On y est enfin et tous les espoirs sont à nouveau permis de changer la société.

Comme quoi il ne faut jamais perdre espoir.

Mediapart à la rescousse des médias-oligarques.

- «Les résultats de "Mediapart" sont très bons.» - Liberation.fr 6 mars 2018

Le chiffre d'affaires est passé de 11,6 millions à près de 13,7 millions d'euros. Logiquement, l'entreprise de 83 salariés a renforcé sa rentabilité. Le résultat courant, qui doit faire rêver beaucoup de patrons de journaux, s'est établi à 2,5 millions d'euros. Liberation.fr 6 mars 2018

- À ONPC, Edwy Plenel défend la presse contre les attaques de Valls et Mélenchon - Huffington Post 18 mars 2018

Pour le fondateur de "Mediapart", certaines attaques politiques sont extrêmement dangereuses pour la démocratie. Huffington Post 18 mars 2018

Les instituts de sondages ont pris le relais de la méthode Coué ou les faussaires à l'oeuvre.

IPSOS : il nous est apparu tout à fait judicieux de recourir à une enquête on line dans laquelle le sondé peut s'exprimer en totale liberté.

Bravo! Ce qui est bien joué, c'est l'amalgame entre vérités et contrevérités, apparemment tout le monde ou presque est tombé dans le panneau. Pour un peu, JFK aurait été assassiné par un détraqué isolé ; le 11/9 aurait été réalisé par une poignée de cinglés armés de cutters et dirigés depuis une grotte en Afghanistan ; les milliers de témoignages sur les chemtrails seraient une pure invention de paranoïaques ; quand Bush ou Sarkozy (notamment) affirmait qu'ils oeuvraient à l'établissement d'un nouvel ordre mondial, ils n'évoquaient aucune stratégie précise, aucun objectif, non, c'était juste histoire de causer, qui plus est pour notre bien, etc.

Bref, on voit bien qu'à chaque fois ce procédé ne sert que la version officielle ou à créer de la confusion. Dans la plupart des cas il s'agit de secrets de polichinelles, Hollande a livré des armes aux barbares d'Al-Nosra à partir de 2012, la dictature oligarchique mondiale est en voie de réalisation, je crois que c'est Rockefeller qui avait révélé que cela n'aurait jamais pu se faire sans le silence complice des médias (NYT et WP) et le reste est à l'avenant

Les contrevérités grossières ou farfelues servaient ici à discréditer des vérités compromettantes (ainsi que ceux qui les rapportent) permettant de mieux comprendre dans quel monde nous vivons pour mieux orienter ou formater les cerveaux vulnérables de l'immense majorité de la population (99,99%) afin de réunir les conditions psychologiques indispensables pour justifier ou légitimer de nouvelles lois liberticides...

C'est bien simple, nous vivons dans un monde merveilleux, si, si, vous devez vous en convaincre. Le monde n'est pas gouverné uniquement par le profit, mais par des principes sociaux, un idéal humaniste, et ceux qui osent prétendre le contraire seront accusés de complotisme.

Bravo ! C'était justement le but de cette opération, éliminer tous ceux qui contestent les versions officielles qu'on leur sert si gracieusement et que les médias colportent ensuite, mais pas n'importe comment, en faisant en sorte que vous y participiez et là ils sont comblés !

Cette opération a parfaitement réussi dans la mesure où ceux qui la traitent accordent le bénéfice du doute à la CIA, au ministère de la Santé, aux laboratoires et trusts pharmaceutiques, à Dieu, à la DGSE, à l'Ancien régime en France et en Russie, à ceux qui gouvernent le monde et le reste est à l'avenant. Ils est bien connus qu'ils oeuvrent tous à notre bonheur !

Ce qui est rassurant dans ce sondage, c'est que l'immense majorité de la population (94%) continue de croire la version officielle du 11 septembre 2001. Qui oserait remettre en cause la parole de Bush, Cheney, Sarkozy, Blair, Hollande, etc ? Ils doivent être aussi nombreux à croire que le capitalisme oeuvre à leur bien-être ou que les guerres impérialistes y concourent. Qu'il nous soit permis d'en douter fortement...

Autre objet de satisfaction, seulement 1% de la population n'utilise plus les moyens de communication institutionnels pour s'informer, ce qui signifie que 99% demeurent sujets à manipulation.

- Cerise sur le gâteau, bien que les oligarques soient parvenus à concentrer les richesses et le pouvoir politique comme jamais dans le passé, et que leurs porte-parole se fassent les relais de leur intention d'instaurer une dictature mondiale dont les contours se dessinent un peu plus nettement chaque jour, plus des trois quarts de la population continuent de l'ignorer.

En conclusion, la fabrication du consentement des masses fonctionne encore à merveille. Voilà qui augure un avenir bien sombre et terrifiant.

"Nous avons ensuite un sondage sur le 11 Septembre qui est très intéressant. Les questions ont été bien posées : les sondés doivent choisir une des trois propositions, et celles-ci sont claires et peu ambiguës".

Tiens donc, qu'il soit permis d'en douter. Pourquoi ? Il était écrit dans la 1er question : Les Etats-Unis ont été totalement surpris par l'attaque terroriste...

C'est qui les "Etats-Unis", le gouvernement, le Congrès, le Sénat, les médias, la population, quelles couches de la population ?

Qu'est-ce qui permettait de qualifier d'emblée cette attaque de terroriste ? Une supposition gratuite au regard de l'ampleur de l'attaque, non ?

Bilan : le terrible "complotisme" du 11 Septembre a en réalité une adhésion très limitée, seuls 6 % des sondés ont pris l'option véritablement, "complotiste".

Mais Qui l'a affirmé ? Qui y avait intérêt ? Bush ou le complexe militaro-financier-industriel anglo-saxon.

Parole d'internaute.

- ""Nous créons notre propre réalité tandis-que vous allez passer votre temps à essayer de comprendre la réalité que nous avons créé".

Ainsi se déroule la vie en Occident. Tout l'Occident. Un brouhaha incessant qui n'a que pour objectif de donner une apparence de complexité à la simplicité*.

L'immense majorité n'a pas répondu à ce sondage et n'en a tout simplement pas entendu parler sinon qu'après son "dépouillement". Son but n'est que narrativiste à posteriori. Enfumer le poisson après l'avoir noyé dans un verre d'eau.

Les crises jouent donc le jeu de l'analyse d'un faux réel pendant que les puissants valident leur vrai réel. C'est malin."

- "Si on admet que l'institut de sondage est compétent (faire autant de fautes sur un thème si fragile donne l'impression que c'est fait à dessein), à quoi sert donc un sondage de la sorte? Autrement dit, quelle conspiration cache ce sondage?"

- "Qui aurait cru qu'une telle proportion de français serait encore manipulable après plusieurs générations d'"éducation télévisuelle" ?"

LVOG - Quelle naïveté, quelle ignorance !

- "Cette démarche n'a pas pour objectif de mesurer le degré de complotisme des français.

Son objectif est d'affirmer par des moyens se voulant scientifiques et donc inattaquables que les français sont massivement infectés par le complotisme.

Ce constat sera la justification des censures qui se mettent en place progressivement dans "le pays des droits de l'homme" et qui bâillonneront bientôt toutes les voies osant s'opposer à la pensée officielle, celle de la vérité et des forces du bien...

Bienvenue dans la France jupitérienne et orwellienne..."

- "J'ai un vrai soucis avec les "sondages auto-administrés".

Pour avoir bossé quelques temps dans un institut de sondage, pratiquant bien sûr selon la "méthode des quotas", j'aurais quelques réflexions à émettre.

Tout d'abord, partons du principe (hautement discutable à mes yeux, mais je n'ai rien d'autre que ma raison pour en juger) que cette méthode des quotas appliquée à un questionnaire fermé, lui-même appliqué à 1000/1500 personnes soit représentatif de 65 000 000 de personnes... Allez, disons que ça marche.

Comment effectue-t-on un sondage ? On est quelques appelants, face à notre téléphone, et on appelle des numéros, sans même connaître l'identité de ceux que nous appelons. A partir du moment où la personne appelée est OK pour participer au sondage, on lui pose quelques questions pour savoir dans quelle case la placer : âge, sexe, profession, lieu d'habitation, etc... Cette personne vient donc remplir "l'échantillon" de citoyen dont elle est une représentante. Et les heures passent, et la base de données se remplit très vite.

Mais le lendemain, ça se corse. Il reste 200 personnes à interroger pour conclure le sondage conformément à la répartition des "catégories" dans la population, mais 1 personne appelée sur 3, puis 2 personnes sur 3 correspondent à un "profil" pour lequel on a atteint le quota de leur échantillon. Il faut donc plusieurs heures pour collecter les quelques dernières dizaines de personnes sondées qui manquent pour compléter correctement le sondage.

On voit donc à quel point ce "sondage auto-administré" sur 1000 personnes n'a AUCUNE CHANCE de collecter ses réponses conformément à la répartition par quotas de la population. C'est pourquoi la formulation présentant le sondage avec 252 personnes jeunes supplémentaires MAIS replacés dans le sondage conformément à leur représentativité réelle est révélatrice. Eh oui,

sur le net, la catégorie "Femme, retraitée, en milieu rural" tombe moins facilement sur des sondages en ligne de ce type que des "hommes, cadre moyen, urbain, 35/44 ans"...

Pour pouvoir obtenir, en laissant une "auto-administration" faire le boulot de répartir l'échantillon dans des quotas valables, un résultat équivalent au boulot que font les appelants lors de sondages par téléphone, il faudrait un nombre beaucoup plus importants de personnes ayant rempli le questionnaire. Sinon, la sous-représentation évidente de certaines catégories (qui ne doivent même pas atteindre le nombre minimal de sondés nécessaire à leur représentativité dans la société, à n'en point douter) biaise tout.

J'ajoute, pour finir, une anecdote : vous connaissez l'expression "faire péter les quotas" ? Ceux qui ont bossé sur une plateforme d'appelants la connaissent : à la fin du sondage, quand il reste 80 questionnaires à obtenir pour achever le boulot, mais que 8 ou 9 catégories sont déjà remplies et qu'il en reste 3 seulement ou manquent des sondés... eh bien on fait "péter les quotas", et la jeune femme étudiante qui nous répond (alors que nous avons rempli le quota de sa catégorie) va être placée dans la catégorie retraité du monde agricole, et toutes ses données perso vont être bidonnée pour combler les catégories où il manque des sondés.

Ca veut dire que sur n'importe quel sondage, vous pouvez être sûr qu'au moins 6 à 8% des "sondés" sont placés n'importe comment dans n'importe quelle catégorie, histoire de ne pas avoir à mobiliser 12 travailleurs pendant 4 heures pour obtenir les quelques derniers résultats : là, la marge du sondeur fondrait vite ! Pas grave, puisque de toutes façons, les résultats sont "corrigés" par des "experts" et qu'une marge d'erreur calculés au dixième de point près (quelle précision ! Quelle rigolade !) est avouée."

- "Parmi les perles de trucages (il y en a des milliers), il y a cette photo qui a fait le tour du monde et qui dénonce la répression policière russe. La dame sur la photo s'appelle Valentina Melnikova et elle est présidente du comité des mères de soldats russes, une ONG financée par l'étranger.

Human Rights Watch est très fort en Photoshop mais n'y connaît rien en langues étrangères. En effet, la lettre « I » n'existe pas dans l'alphabet russe. Elle existe en revanche dans l'alphabet ukrainien. Les policiers qu'on voit de dos sont donc ukrainiens mais Madame Melnikova est en Russie."

En complément.

- L'Equateur punit Assange, trop polémique, en le privant d'internet - AFP

Fabrique du consentement. Xénophobie et racisme ordinaire.

Terrorisme et terreur en Otanie.

- Affaire Skripal L'Otan sanctionne à son tour la Russie - Liberation.fr

L'Otan a décidé de retirer leurs accréditations à sept membres de la mission russe et de rejeter trois demandes d'accréditation supplémentaires pour sanctionner l'attaque contre l'ex-agent russe Sergueï Skripal. «Les comportements dangereux et irresponsables ont un coût et des conséquences», a déclaré mardi le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg Liberation.fr

- L'autorité britannique des médias menace la chaîne russe RT - Reuters 13 mars 2018

- L'affaire Skripal est «un échec cuisant pour Theresa May» - Sputnik 27.03.2018

«La plus grande manipulation de l'opinion publique» a été dévoilée ce mardi par la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, a publié la présentation faite à des membres du personnel d'ambassades étrangères au cours d'une conférence de presse organisée à l'ambassade du Royaume-Uni à Moscou.

Sur sa page Facebook, Maria Zakharova évoque l'«échec cuisant» de la Première ministre Theresa May.

«Ça y est! Kommersant s'est procuré les documents secrets sur la base desquels les États-Unis et les pays de l'UE ont décidé d'expulser les diplomates russes, approuvant les accusations de Londres contre la Russie qui serait impliquée dans l'affaire Skripal. C'est un échec cuisant pour Theresa May. Voici dévoilée la plus grande manipulation de l'opinion publique avec implication des autorités britanniques. Voyez. La décision sur la responsabilité d'un pays pour une attaque chimique a été prise sur la base de six images», a-t-elle indiqué.

Les documents de cette présentation sont publiés par le journal russe Kommersant. Sputnik 27.03.2018

Propagande et matraquage. En titres.

- En Russie, la théorie du sabotage contre Moscou a le vent en poupe - AFP 14 mars 2018
- Londres expulse 23 diplomates russes, Moscou dénonce une "provocation grossière" - AFP 15 mars 2018
- Macron boycotte le pavillon officiel russe au salon du livre - Reuters 15 mars 2018
- Ingérence russe : les Etats-Unis annoncent des sanctions contre Moscou - Le Parisien 15 mars 2018
- 3 décisions pour contrer le danger russe et mettre fin à la faillite stratégique des démocraties - HuffPost FR 18 mars 2018
- Comment les Russes sont poussés aux urnes - LeParisien.fr 18.03
- Russie. Présidentielle : devinez qui a gagné - Liberation.fr 18.03
- Russie: l'opposition et des ONG dénoncent des milliers d'irrégularités - AFP 18.03
- **Etats-Unis. Pas de poursuites contre les policiers qui ont tué un Noir en Louisiane - Reuters 28 mars 2018**

L'Etat de Louisiane ne poursuivra pas en justice deux policiers blancs qui avaient abattu Alton Sterling, un Noir de 37 ans, en 2016 à Baton Rouge, a annoncé mardi l'Attorney General de l'Etat.

La mort d'Alton Sterling, filmée par des passants, avait provoqué de violentes émeutes aux Etats-Unis et alimenté le mouvement "Black Lives Matter" dénonçant les violences policières contre les Noirs.

L'Attorney General (ministre de la Justice) de Louisiane, le républicain Jeff Landry, a estimé que les deux policiers avaient de bonnes raisons de penser que le suspect était armé et résistait à l'interpellation lorsqu'ils ont ouvert le feu.

"Notre enquête a conclu que les officiers (Howie) Lake et (Blane) Salamoni ont tenté d'arrêter Alton Sterling dans le cadre de la loi", a-t-il dit pendant une conférence de presse.

Les policiers avaient été appelés sur place par des habitants qui disaient avoir été menacés par un Noir vendant des CD. Ils ont justifié d'avoir ouvert le feu par le fait qu'ils s'étaient sentis menacés, le suspect ayant selon eux fait un geste laissant penser qu'il allait sortir une arme. Il s'est avéré par la suite qu'Alton Sterling n'était pas armé. Reuters 28 mars 2018

La lutte contre le racisme est instrumentalisée d'autant plus facilement qu'elle n'est pas reliée à la lutte de classe pour en finir avec le capitalisme. La preuve dans les années 70 en France, elle avait pour têtes d'affiche BHL, J. Dray, H. Désir, B. Kouchner notamment, inutile de commenter...

Le sionisme ordinaire.

Amalgame crapuleux, ordurier.

- «Motivations crapuleuses et religieuses peuvent se confondre» - Liberation.fr 29.03

Le sociologue Michel Wieviorka dresse un diagnostic de l'antisémitisme en France qui a évolué avec Internet, où s'est développé un discours paranoïaque touchant toutes les sensibilités, allant de l'extrême droite à l'extrême gauche. Liberation.fr 29.03

Ils s'en prennent à ceux qui attaquent les banquiers parce que parfois ou souvent ils sont juifs... ou plutôt parce qu'ils ne peuvent pas s'en passer.

- Grande-Bretagne: Corbyn accusé d'"être du côté des antisémites" - AFP 26 mars 2018

"Trop, c'est trop": les dirigeants de la communauté juive de Grande-Bretagne ont attaqué lundi dans une lettre au ton exceptionnellement ferme le chef du parti travailliste Jeremy Corbyn, l'accusant de se trouver régulièrement "du côté des antisémites".

Cette lettre ouverte de deux organisations représentatives de la communauté juive, le Board of Deputies of British Jews et le Jewish Leadership Council, estime que M. Corbyn "a été trouvé de manière répétée aux côtés de gens qui ont des idées ouvertement antisémites" mais qu'"il affirme ne jamais les entendre ou les lire".

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est un commentaire posté en 2012 sur Facebook par M. Corbyn et qui vient d'être redécouvert.

Alors qu'une oeuvre à connotation antisémite d'un artiste de rue, une fresque représentant des banquiers jouant au Monopoly sur le dos des pauvres, devait être effacée, M. Corbyn lui avait apporté son soutien.

Un député travailliste, Tom Watson, a qualifié dimanche l'oeuvre en question d'"horrible fresque antisémite qui a été détruite à juste titre".

"Lorsque des Juifs se plaignent d'une fresque évidemment antisémite à Tower Hamlets", un quartier de Londres, "Corbyn soutient bien entendu l'artiste", déclare la lettre ouverte publiée lundi.

Le Hezbollah, le mouvement chiite libanais, "commet des atrocités terroristes contre les Juifs, mais Corbyn dit que ce sont ses amis et assiste à des rassemblement en faveur du Hezbollah à Londres", accusent les organisations juives.

"Il en va exactement de même pour le Hamas", le mouvement islamiste palestinien, ajoutent-elles.

"Encore et encore, Jeremy Corbyn a été du côté des antisémites plutôt que du côté des Juifs", estime la lettre. "Au mieux, cela dérive de la haine obsessionnelle de l'extrême gauche envers le sionisme, les sionistes et Israël. Au pire, cela suggère une conception conspirationniste du monde dans laquelle les communautés juives modérées sont considérées comme une entité hostile", accusent les organisations. AFP 26 mars 2018

- Télécoms: Netanyahu entendu pour une affaire de corruption - Reuters 26.03

Ne dites pas que Netanyahu est attiré par l'argent, on vous accuserait d'antisémitisme...

- Un chef d'état-major israélien a prévenu que les soldats ouvriraient le feu si les Palestiniens s'approchent de manière menaçante de la frontière - Liberation.fr 29.03

Leur vieux monde craque de partout, aidons-le à s'écrouler.

- Norvège : la ministre de la Justice démissionne après un post Facebook polémique - LeFigaro.fr 21.03

Très contestée en raison de propos tenus sur Facebook et jugés offensants, la ministre de la Justice norvégienne Sylvi Listhaug a démissionné ce mardi, permettant au gouvernement d'éviter de justesse une crise de grande ampleur.

- Norvège Vers une démission du gouvernement de droite - Liberation.fr 18.03

- Trump limoge Tillerson, chef de la diplomatie américaine - AFP 14 mars 2018 Etats-Unis : l'ancien numéro deux du FBI limogé deux jours avant sa retraite - Franceinfo 17 mars 2018

- Démission du principal avocat de Trump dans l'enquête russe - AFP 23.03

- Slovaquie: le Premier ministre Fico présente sa démission - AFP 14 mars 2018

- La Colombie vote à droite, sanctionne la Farc avant la présidentielle - AFP12.03

- Renzi annonce sa démission de la tête du Parti démocrate italien - Reuters 5 mars 2018

- Droites qui montent, gauche en déclin, l'Italie devient-elle ingouvernable? - Slate.fr 03.03

- Sans majorité absolue, le Parlement italien doit élire ses présidents - AFP 23.03

- Pérou : le président Pedro Pablo Kuczynski annonce sa démission - LeFigaro.fr 22.03

- Arrestation de l'ancien président sud-coréen Lee Myung-bak - Reuters 22.03

- Visé par de lourds chefs d'accusation, Nicolas Sarkozy risque jusqu'à dix ans de prison - BFMTV 22.03

- Ukraine : l'ex-héroïne nationale Nadia Savtchenko placée en détention provisoire - lefigaro.fr 22.03
- Des gaz lacrymogènes au parlement kosovar - euronews 22.03
- Toujours pas de président pour la Catalogne - Reuters 23.03
- Trump dévoile jeudi des sanctions commerciales contre la Chine - AFP 22.03
- Iran: Nouvelles sanctions de l'UE abordées par les ambassadeurs - Reuters
- Burkina: une trentaine de morts dans une double attaque, pas de revendication - AFP 03.03
- Des combats interethniques font plus de 40 morts dans le nord-est de la République démocratique du Congo - Reuters 03.03
- Un étudiant abat ses parents sur le campus d'une université américaine - AFP 04.03
- L'ex-présidente argentine Kirchner sera jugée pour corruption - AFP 03.03
- Le président philippin a besoin d'un "examen psychiatrique", selon l'ONU - AFP 9 mars 2018
- Philippines: Duterte annonce le retrait de son pays de la CPI - AFP 14 mars 2018
- L'ancien président de la Banque du Vatican renvoyé en justice - Reuters 03.03
- Brésil. Corruption: L'enquête Odebrecht élargie au président Michel Temer - Reuters 03.03
- Affaire de corruption présumée: les Netanyahu longuement interrogés - AFP 03.03
- Poutine comparé à Hitler, accusation de russophobie : le ton monte encore entre Moscou et Londres dans l'affaire Skripal - Franceinfo 22.03
- Maroc : heurts entre forces de l'ordre et manifestants à Jerada - Le Parisien 14 mars 2018,
- Des milliers de Brésiliens indignés font leurs adieux à l'élue noire assassinée - AFP 15 mars 2018
- Des milliers de personnes manifestant en Slovaquie après le meurtre du journaliste Jan Kuciak - AFP 03.03
- Les musées grecs en grève contre la précarité - euronews 03.03

Le monde sous occupation militaire.

- Les Etats-Unis exhortent les autres pays à payer plus pour les Casques bleus - AFP 29 mars 2018

L'ambassadrice américaine à l'ONU a enjoint mercredi les autres pays de l'organisation à "faire mieux" et à payer une plus grosse part des opérations de maintien de la paix.

"Un seul pays ne devrait pas avoir à payer pour un quart du budget de maintien de la paix de l'ONU, et nous sommes impatients de voir une distribution plus équitable du budget parmi les

autres pays membres", a déclaré Nikki Haley, qui a déjà négocié une baisse de 600 millions de dollars des fonds pour les Casques bleus.

"Nous avons tous un rôle à jouer et nous devons tous faire un effort", a déclaré la représentante américaine, en laissant clairement entendre qu'elle comptait encore faire baisser l'addition pour Washington.

Les Etats-Unis vont rester le plus important contributeur individuel au budget de maintien de la paix mais ont décidé de plafonner ses versements à 25% du total contre 28,5% actuellement.

Après des négociations très difficiles, le budget 2017-2018 pour ces opérations a été fixé à 6,8 milliards de dollars. Il est pour l'essentiel payé par une dizaine de pays.

La Chine est le second contributeur avec une part de 10,25% suivie par le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, la Russie, l'Italie, le Canada et l'Espagne.

Plus de 100.000 soldats originaires de 120 pays servent sous le drapeau de l'ONU dans le monde.
AFP 29 mars 2018

Quel avenir dans l'UE ? Toujours plus de prisons!

- "Les prisons européennes sont presque pleines", s'inquiète le Conseil de l'Europe - L'Express.fr 21.03

La population carcérale en Europe a repris sa tendance à la hausse en 2016, avec une augmentation de 1,4% qui fait suite à deux années de baisse, constate le rapport Space (Statistiques pénales annuelles du Conseil de l'Europe) publié mardi par le Conseil de l'Europe et l'université de Lausanne.

Le nombre de condamnés faisant l'objet de mesures probatoires telles que liberté conditionnelle ou bracelet électronique connaît une croissance encore plus forte, de 12,3%.

La population carcérale française augmente de 4,1% en 2016, ce qui inverse la tendance observée depuis 2014 et porte la hausse à 12,1% sur dix ans. L'Express.fr 21.03

Précarité étendue à des dizaines de millions de travailleurs : C'est l'Europe sociale !

- Des conditions de travail plus transparentes partout en Europe ? - euronews 21.03

Saviez-vous qu'un emploi sur quatre en Europe correspond aujourd'hui à du temps partiel ou du travail à la demande sans un nombre d'heures garanties ? Ainsi, nous sommes nombreux à ne pas savoir quand et pour combien de temps nous allons travailler. euronews 21.03

Désinformation ou fake news. Haro sur Syrie !

- Syrie:Les centres médicaux d'un fief rebelle attendent de l'aide - AFP 03.03

- Syrie : toujours aucune aide humanitaire pour la Ghouta orientale - euronews 04.03

- Syrie: la Ghouta sous les bombes, les occidentaux demandent des comptes - AFP 04.03

- Syrie: Damas poursuit son offensive, "catastrophe médicale" dans la Ghoutha - AFP 11.03

- Syrie: conditions "tragiques" pour les déplacés de la Ghoutha (ONU à l'AFP) - AFP 22.03

Non, ce ne sont pas les barbares qui menacent la population civile...

L'Agence française de propagande (AFP) se lamente.

- Le régime syrien et Moscou menacent les derniers rebelles de la Ghoutha - AFP 28 mars 2018

Des rebelles et des civils se sont de nouveau rassemblés mardi pour être évacués de la Ghoutha orientale, où le gouvernement syrien et son allié russe menacent de reprendre leurs bombardements pour reconquérir l'ultime poche tenue par des insurgés.

A la faveur d'une offensive dévastatrice lancée le 18 février, le pouvoir de Bachar al-Assad a déjà reconquis plus de 90% des territoires rebelles dans la Ghoutha, et son pilonnage quotidien a tué plus de 1.600 civils selon une ONG, l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Pour faire cesser les bombardements, deux groupes islamistes ont accepté des accords d'évacuations parrainés par Moscou. Mais le doute subsiste quant au sort de la troisième et dernière poche rebelle: celle de Douma, la plus grande ville de la Ghoutha, tenue par le groupe islamiste Jaich al-Islam et où vivent des dizaines de milliers de civils.

Au total, plus de 17.000 personnes - des combattants accompagnés de leurs familles mais aussi d'autres civils - ont déjà quitté la Ghoutha orientale et pris la direction du nord-ouest de la Syrie pour s'installer en territoire rebelle.

Chaque jour, le processus se répète. Après de longues heures d'attente et des fouilles minutieuses sous la supervision de soldats russes, un convoi d'autocars s'ébranle pour un périple d'une douzaine d'heures vers la province d'Idleb (nord-ouest), qui échappe presque entièrement au contrôle du pouvoir.

Cette opération s'est poursuivie mardi dans la poche sud de la Ghoutha, qui était tenue par le groupe islamiste Faylaq al-Rahmane: plus de 4.000 personnes, dont environ 1.000 combattants, ont ainsi pris place au cours de la journée à bord de 65 autocars, qui devaient ensuite rallier la province d'Idleb, selon l'agence de presse officielle Sana.

Le quotidien progouvernemental al-Watan, qui cite une source militaire, a assuré mardi que "toutes les forces engagées dans la Ghoutha orientale se dirigent vers Douma en prévision d'une vaste opération militaire si les terroristes de Jaich al-Islam n'acceptent pas de céder la ville et de partir".

Dans un premier temps, l'OSDH avait assuré que les négociations devaient permettre le maintien à Douma de Jaich al-Islam, qui a toujours martelé sa détermination à rester.

Le groupe accepterait d'abandonner son arsenal militaire et le déploiement de la police militaire russe en échange de l'assurance que l'armée syrienne ne pénètre pas à Douma, selon l'OSDH.

Mais Moscou réclame désormais le départ des rebelles, selon des sources de l'opposition. "Les Russes ne veulent pas à Douma un accord qui soit différent des autres secteurs de la Ghoutha", a précisé l'une d'entre elles.

Lors d'une réunion lundi, les Russes ont donné aux rebelles "un délai de 48 heures pour déposer les armes et partir", brandissant la menace d'un assaut militaire, selon une de ces sources, alors que les combats ont cessé depuis plusieurs jours.

Une nouvelle réunion est prévue mercredi entre les négociateurs, selon le porte-parole de Jaich al-Islam, Hamza Bayrakdar.

Aux Nations unies, les Etats-Unis ont déploré l'absence d'application d'une résolution du Conseil de sécurité adoptée le 24 février et qui appelait à un cessez-le-feu de 30 jours en Syrie.

"Ceci devrait être un jour de honte pour chacun des membres de ce Conseil", a déclaré l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley. Plus de 1.600 civils sont "morts sous nos yeux" dans la Ghouta orientale, a-t-elle dit.

L'ambassadeur de la Russie, Vassily Nebenzia, lui a répliqué. "Ca ne plaît peut-être pas à tout le monde mais nous sommes en fait le seul membre à prendre des mesures concrètes pour mettre en oeuvre la résolution" 2401, a-t-il dit.

Appuyé par son indéfectible allié russe, le pouvoir de Damas a pu renverser la donne dans le conflit qui ravage la Syrie depuis 2011, multipliant les victoires face aux rebelles et aux jihadistes, jusqu'à reconquérir plus de la moitié du pays.

En début d'année, il a fait de la Ghouta orientale sa priorité, alors que les rebelles de ce secteur, assiégés depuis 2013, tiraient obus et roquettes meurtriers sur la capitale.

Face à la progression des forces du régime, quelque 110.000 civils ont déjà fui les territoires rebelles dans la Ghouta pour rejoindre, via des corridors sécurisés, les secteurs gouvernementaux, selon les médias étatiques.

Ils abandonnent derrière eux des villes en ruines, où des immeubles éventrés s'alignent le long de rues jonchées de décombres.

Le conflit syrien a fait plus de 350.000 morts et s'est transformé en une guerre complexe impliquant de multiples belligérants.

Malgré le retour en force du régime, de vastes pans de territoires lui échappent encore: les provinces d'Idleb (nord-ouest) et de Deraa (sud), où rebelles et jihadistes sont très présents, de même que le nord-est, dominé par les Kurdes, qui contrôlent désormais Raqa, ex-capitale de facto du groupe Etat islamique (EI). AFP 28 mars 2018

Ce qu'ils ne disent pas, c'est que lorsqu'elle en a eu l'occasion la population civile de ces régions s'est réfugiée dans les régions contrôlées par le gouvernement syrien ou elles ont passé la frontière de la Turquie pour échapper aux barbares.

Non mais, ils ne sont pas bien nos amis rebelles qui pilonnent la population civile.

- Des tirs de mortiers rebelles font 27 morts à Damas, dit Moscou - Reuters 27 mars 2018

Vingt-sept personnes ont été tuées et 58 autres blessées mardi à Damas par des obus de mortiers tirés depuis les zones rebelles à la périphérie de la capitale syrienne, rapporte l'agence Tass en citant le ministère russe de la Défense. Reuters 27 mars 2018

Guerre psychologique. Sous le règne de la terreur. Névrose obsessionnelle.

- Les 4 volets de la loi sur les violences sexuelles illustrés par les 4 histoires qui ont lancé le débat - Le HuffPost
- New York Cynthia Nixon, actrice de «Sex and the City», brigue la tête de l'Etat - Liberation.fr
- Faut-il proscrire les relations sexuelles médecins-patients ? - Liberation.fr
- Une première présentatrice télé transgenre au Pakistan - AFP
- Les îles Tonga, dans le Pacifique, ont interdit aux filles de pratiquer le rugby et la boxe. Liberation.fr 22.03

L'existence du décret pris par le gouvernement du royaume de 120 000 habitants a été révélée la semaine dernière... Liberation.fr 22.03

Vous imaginez un peu, même sur une île plantée au beau milieu du Pacifique les habitants doivent se conformer au mode de pensée et de vie des psychopathes dictateurs qui nous gouvernent en occident.

- L'administration canadienne ne dira plus "monsieur", ni "madame" - Le HuffPost 22.03
- Emmanuel Macron doit engager la France financièrement dans la défense des droits sexuels des femmes dans le monde - HuffPost FR 04.03
- Suffragettes, hystérectomie, «musée de la chatte» : février dans la vie des femmes - Liberation.fr 04.03

Que des croûtes !

- Harcèlement de rue : le HCE sort le cor de chasse - Liberation.fr 18.03
- Handicap mental Petit à petit, le sexe fait son lit - Liberation.fr 18.03

C'est à Libération qu'ils ont un sérieux "handicap mental" !

Economie

Sans la Chine pour financer son économie en faillite, les Etats-Unis en serait rendu au niveau de la Somalie.

- Guerre commerciale: les capitales fourbissent leurs armes sur fond de menaces - AFP 24 mars 2018

Au sujet de l'affrontement entre Washington et Pékin, le représentant américain au Commerce Robert Lighthizer a annoncé vendredi avoir déposé une "demande de consultation" avec la Chine devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour évoquer "certaines mesures chinoises relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle".

Washington reproche depuis longtemps à Pékin de tirer profit du système de coentreprises imposé aux firmes étrangères qui s'implantent en Chine pour piller les innovations technologiques américaines.

Donald Trump avait d'ailleurs fustigé "le vol de propriété intellectuelle américaine par les Chinois" en brandissant jeudi la menace de sanctions sur les importations chinoises pouvant atteindre 60 milliards de dollars.

L'administration américaine a désormais 15 jours pour publier la liste de produits qui seront frappés.

La Chine a répliqué en dévoilant une liste de 128 produits, ou lignes tarifaires, sur lesquelles elle appliquera des droits de douane de 15% à 25%, en cas d'échec des négociations entre les deux pays.

Le secrétaire-général de l'OMC, Roberto Azevedo, a averti vendredi ses Etats membres que l'imposition de nouvelles barrières douanières était une menace pour l'économie mondiale.

Un haut responsable américain a toutefois précisé que Washington ne voulait pas "ouvrir un dialogue" mais bien instaurer un rapport de force en "donnant à la Chine une certaine motivation pour ouvrir davantage ses marchés" aux produits américains alors que les Etats-Unis font face à un colossal déficit commercial avec Pékin (375,2 milliards de dollars en 2017).

L'ambassadeur chinois aux Etats-Unis a lui laissé entendre vendredi que son pays n'excluait pas de réduire ses achats de bons du Trésor américains, agitant une vieille épée de Damoclès alors que Pékin détient environ 20% du total des bons du trésor américains qui sont aux mains d'institutions étrangères. AFP 24 mars 2018

Quand la Chine était encore un pays largement sous-développé, il n'existait aucun terrain d'entente entre eux, hormis politique évidemment, mais depuis qu'ils ont investi massivement en Chine ce n'est plus le cas. Reste à savoir comment ils comptent s'y prendre pour intégrer la Chine dans leur nouvel ordre mondial, on a fourni des pistes plus haut. A suivre.

Ah la raison des empoisonneurs !

- Bruxelles dit oui au mariage entre Bayer et Monsanto - euronews 22.03

En famille, ils les appellent même par leurs prénoms

- Milliardaires Bezos double Gates, Arnault classé quatrième - Liberation.fr 6 mars 2018

Le magazine Forbes a publié mardi son classement annuel des plus grandes fortunes mondiales. Le patron d'Amazon, Jeff Bezos, ravit le titre d'homme le plus riche de la planète à Bill Gates (2e, 90 milliards), grâce à un bond de sa fortune de 47,2 à 112 milliards. Warren Buffet conserve quant à lui la troisième place, avec 84 milliards de dollars. Echouant au pied du podium, le PDG français du géant du luxe LVMH, Bernard Arnault, réalise malgré tout une belle performance : ses 72,2 milliards de dollars lui permettent une entrée remarquée dans le top 5. Liberation.fr 6 mars 2018

Alors, on leur laisse tout ou on leur prend tout ?

Parole d'internaute.

- "Mais ce n'est pas tout ! <https://www.businessbourse.com/2018/03/06/1200-milliards-de-dollars-de-deficit-tresor-americain-2017/>

Le Trésor des États-Unis d'Amérique annonce publiquement que le gouvernement fédéral a perdu, en capital, 1 200 milliards de dollars à la page « i » de son rapport financier annuel de 2017.

2017 a été une bonne année...

La différence est négative de 20 400 milliards de dollars, c'est-à-dire que le gouvernement a beaucoup plus de passifs que d'actifs.

Mais, en plus de cela, le gouvernement a calculé séparément les passifs à long terme de la sécurité sociale et de l'assurance-maladie. Et selon les propres calculs du gouvernement (à la page 58), la « valeur actualisée totale nette des dépenses futures par rapport aux revenus futurs » pour la sécurité sociale et l'assurance-maladie est de 49 000 milliards de dollars.

Essentiellement, cela signifie que les deux programmes de retraite et de soins de santé les plus grands et les plus importants aux États-Unis sont insolubles de près de 50 000 milliards de dollars.

Au total, le gouvernement est dans le rouge pour près de 70 000 milliards de dollars."

LVOG - Deux ou trois coups comme ceux de 2008 et c'est réglé, circulez il n'y a rien à voir...

- «Je vous confirme que nous ferons des privatisations importantes, car nous voulons que l'Etat dégage des moyens financiers pour investir sur les technologies de rupture.» - Liberation.fr 18.03

- Et si la mission de l'entreprise ne se limitait plus au profit ? - Libération 12 mars 2018

- Heures supplémentaires : Macron relance le « travailler plus pour gagner plus » ! - Public Sénat 12 mars 2018

- Pourquoi certains boulangers ne peuvent-ils pas travailler 7 jours sur 7 ? - Libération 17 mars 2018

- Plus que neuf paradis fiscaux, selon l'Europe - LePoint.fr 13.03

- L'étau fiscal se resserre sur les Gafa - Liberation.fr 18.03

Ils en tremblent déjà !